

E u r o D é f e n s e

CONSTRUIRE L'EUROPE DE LA DEFENSE AVEC LE SOUTIEN DES OPINIONS PUBLIQUES

Lundi 5 novembre 2001-12-15

Salle Médicis – Palais du Luxembourg

15, rue de Vaugirard Paris 6^e



Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale

Assemblée européenne intérimaire de la sécurité et de la défense

Introduction

- χ M. LUIS MARIA DE PUIG, p.4
Ancien président de l'Assemblée
- χ M. EMILE BLANC, p.7
Président d'EuroDéfense France

Table ronde

- χ M. IOAN MIRCEA PASCU p.11
Ministre de la Défense de la Roumanie
- χ M. Claude deHOUCK p.15
Secrétaire Général d'EuroDéfense France
- χ M. ANDRAS BÁRSONY p.17
Membre associé de l'Assemblée. Hongrie
- χ M. PIERRE BAYLE p.21
Directeur de la communication de MBDA
- χ GÉNÉRAL UMBERTO CAPUZZO p.25
Président d'EuroDéfense Italie

Débat p.29

Clôture

- χ Allocution de Mme JOSETTE DURRIEU p.53

M. LUIS MARIA DE PUIG

Député espagnol, ancien président et membre de l'Assemblée de l'UEO

Mesdames, Messieurs,
chers collègues, chers amis,

Nous allons commencer ce colloque *Construire l'Europe de la défense avec le soutien des opinions publiques*. Je dois excuser l'absence du Président de l'Assemblée parlementaire de l'UEO, M. Bühler, qui n'a pu venir à Paris et, comme le dit l'adage de mon pays, ce sont toujours les anciens qui font le travail. C'est donc en qualité d'ancien président de l'Assemblée de l'UEO que je remplace M. Bühler.

Ce colloque est organisé par l'Assemblée de l'UEO et EuroDéfense, c'est pourquoi j'ai le plaisir d'avoir à mes côtés M. Émile Blanc, actuel Président d'EuroDéfense, qui prendra la parole dans un instant.

J'ai le devoir de remercier le Sénat français d'accueillir cette initiative, spécialement les sénateurs membres de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, notamment Madame Durrieu. Je peux saluer Monsieur Goulet qui est parmi nous. Enfin, je remercie les sénateurs français qui nous ont permis d'organiser ce colloque dans cette maison prestigieuse pour parler de la construction de l'Europe de la défense avec le soutien des opinions publiques.

Il n'est pas évident que les urgences de la défense soient souvent très bien connues ou partagées par les opinions publiques. Sans doute, n'y a-t-il pas dans la vie politique de sujet plus délicat et parfois plus incommode que celui de la défense. En effet, parler de l'investissement sur des armements, des achats d'armes, de l'utilisation des armes et même de la décision de les utiliser constitue, dans le cadre des possibilités de la tâche politique, des situations très délicates et souvent très difficiles à comprendre pour nos opinions publiques. C'est pourquoi l'Assemblée de l'UEO et tous les Parlements nationaux de l'Europe s'efforcent de **faire comprendre à leurs citoyens quels sont les défis pour la sécurité, quelles sont les obligations d'un pays de l'Europe en tant que tel vis-à-vis de sa défense et de sa sécurité.**

Très souvent, les opinions publiques ont été assez insensibles aux sujets de la défense. Pendant les années de paix, c'est-à-dire les années au cours desquelles, même s'il y avait la grande menace de la guerre froide (menace qui existait en tant que telle mais sans jamais aboutir à un vrai danger), les opinions publiques européennes étaient très peu enthousiastes des investissements de défense. Les gens ou les journalistes estimaient que ces investissements n'entraient pas dans les priorités de nos budgets.

La sécurité... certes il y a la grande menace mais on s'est organisé ; il y a l'OTAN, nos amis Américains qui, eux, payaient pour la défense de l'Amérique et aussi pour la défense de l'Europe. Durant ces années il y avait une distance entre les opinions publiques et les priorités des gouvernements dans le cadre de la défense, c'était une réalité. C'est pourquoi pendant des années les budgets de la défense ont diminué dans tous nos pays.

Aujourd'hui, c'est un peu différent. Malheureusement, les opinions publiques ont dû comprendre, avec tristesse et même panique, qu'il y avait des exigences de la défense, des exigences de la sécurité. Tout a commencé après la destruction du Mur ; il y avait des guerres en Europe, des conflits armés pour lesquels on ne pouvait pas dire que ça ne nous concernait pas. Que ce soit en Bosnie, au Kosovo, en Albanie, il y a eu des conflits où nous, États européens, avons dû envoyer nos soldats et nous demander si, en tant qu'Européens mais aussi en tant que pays, nous étions en mesure de faire face à certaines menaces qui s'avéraient réelles. Pour la première fois, les

opinions publiques ont ressenti ces menaces comme une réalité tangible et grave et non plus comme une histoire que leur racontaient les politiciens.

La crise du Kosovo est encore là. Vous vous rappelez tous des milliers de soldats que nous les Européens avons en Bosnie, au Kosovo et ailleurs, déplacés de nos pays sous le drapeau des Nations Unies ou sous le drapeau national mais ils sont là-bas, vont y rester longtemps et cela coûte très cher. Il y a cependant une compréhension de nos opinions publiques vis-à-vis de ces dangers qui se sont révélés réels et graves.

Ajoutons à cela les événements du 11 septembre. Je crois que l'opinion publique a été choquée par une réalité imprévisible, la réalité d'un danger réel, celui du terrorisme à grande échelle, du terrorisme auquel nous n'étions pas préparés. Justement, le succès de ces actes terroristes terribles tient, entre autres, au fait que nous ne pouvions pas prévoir ce type d'action. Nous sommes maintenant tous inquiets et terrifiés par cette ombre des armes chimiques et biologiques et, si l'on regarde un peu l'histoire récente, c'est peut-être le moment où il y a davantage de sensibilisation de nos opinions publiques vis-à-vis des problèmes de la défense et des problèmes de sécurité.

Ce matin, à l'Assemblée de l'UEO, dans le cadre de la Commission de défense, nous travaillons sur un rapport présenté par M. Schloten concernant la maîtrise des armements chimiques et biologiques ; la situation des stockages qui continuent à ne pas être détruits est terrifiante. Ce qu'il y a dans le monde est inquiétant et il est peut-être prudent de ne pas faire de la démagogie et de ne pas lancer sur les opinions publiques l'inquiétude que génèrent ces chiffres terrifiants de l'existence de stocks d'armes chimiques ou biologiques ou le non accomplissement des Conventions sur les armes chimiques ou biologiques. Le principal problème est là : les pays qui ont signé et ratifié ces conventions n'ont pas détruit les stocks comme elles les y obligent.

Après le 11 septembre et dans la situation actuelle nous allons avancer rapidement, nous le souhaitons et le proposons à nos gouvernements.

Pour en revenir aux opinions publiques, la situation actuelle suscite une certaine sensibilisation. Je crois qu'il faudrait profiter de ces moments malheureux que nous aurions souhaité ne jamais connaître, pour expliquer à nos citoyens l'importance vitale de la défense, pour les consulter et, à travers leurs représentants, connaître leurs attentes en termes de sécurité et de défense.

Je crois qu'il serait erroné d'essayer de faire passer maintenant certains discours démagogiques qui contenteraient énormément les industriels de nos pays. Il s'agit tout simplement d'informer les citoyens. Dès lors qu'ils sont inquiets et sensibilisés il s'agit de leur faire comprendre que les priorités de la défense et de la sécurité sont des priorités vitales et que nous essayons de construire une Europe de la défense capable de répondre par elle-même aux défis de conflits armés, de déstabilisation et même aux défis du terrorisme, qu'il se présente sous la forme que l'on connaît ou sous de nouvelles formes. Il faut tout étudier, tout envisager, tout prévoir et préparer ; c'est un défi pour nos gouvernements, pour nos hommes politiques, nos parlements et il faut aller de l'avant avec l'accord de l'opinion publique. C'est pourquoi, plus que jamais, il faut faire un effort pédagogique. Vous connaissez ce propos classique : la politique, c'est de la pédagogie ; malheureusement, beaucoup d'hommes politiques l'oublent, mais l'idée reste. Il faut expliquer aux citoyens la réalité, les enjeux, les risques s'ils existent, en même temps qu'il faut les tranquilliser s'il n'y a pas de risques ou si on a organisé les choses de manière à vivre tranquillement et dans une certaine sécurité.

Quand on parle de la construction de l'Europe et de l'Europe démocratique on sait bien que dans un moment aussi délicat que celui-ci il y a un danger politique énorme qui est de "prioriser" longuement la sécurité au détriment de l'idée de liberté. Une partie de nos opinions publiques serait peut-être en mesure d'accepter, pour se tranquilliser, d'accorder la primauté à la sécurité contre la liberté. Selon ma conception de la démocratie cela n'est pas possible ; il faut "prioriser" tout ce qu'il est nécessaire de "prioriser" de la sécurité mais jamais au détriment de la liberté. L'affaire est complexe. Cette pédagogie est difficile à appliquer car il faut dire toute la vérité et cette vérité renferme parfois des éléments contradictoires dont l'acceptation est

délicate. Cet **effort pour sensibiliser nos opinions publiques à la défense et solliciter leur appui aux initiatives de nos gouvernements**, voire de l'Union européenne en ce moment, confirme la pertinence d'un colloque comme celui-ci, entre l'Assemblée de l'Union européenne occidentale et EuroDéfense. Quelle est votre opinion, que pensez-vous qu'il faudrait faire dans ces moments si délicats, si bouleversés et si bouleversants ?

Voilà mon introduction. Je passe maintenant la parole à mon collègue et ami, Monsieur Émile Blanc.

M. ÉMILE BLANC

Président d'EuroDéfense-France

Messieurs les ministres ou leurs représentants,
Messieurs les parlementaires,
Mesdames, messieurs,

Je voudrais vous transmettre tout d'abord le salut d'EuroDéfense-France en ma qualité de président de cette branche française des réseaux d'EuroDéfense. Je tiens à adresser mes remerciements à l'ensemble des personnels du Sénat qui nous accueille et tout particulièrement à son Président, Monsieur Poncelet, ainsi qu'à Madame Durrieu, Présidente de la délégation française à l'Assemblée de l'UEO, qui a bien voulu accepter de tirer les conclusions de nos travaux de cet après-midi.

Monsieur Alain Richard, Ministre de la Défense de la France, avait accepté de prononcer l'introduction d'ouverture de notre manifestation mais des obligations de dernière minute liées à l'actualité que chacun connaît l'en ont empêché et il nous demande de bien vouloir l'excuser de n'avoir pu être parmi nous cet après-midi.

Je vous ai parlé d'EuroDéfense et je me dois donc de vous situer les associations liées à EuroDéfense et, pour cela, de vous faire un peu d'histoire.

En 1984, Pierre Schwed, qui devait devenir le Président fondateur de notre Association et le Président d'honneur de l'ensemble des Euro-Défense, proposa la création d'un Institut européen de la Défense qui se serait inspiré des méthodes et des objectifs de l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale. Cette démarche ne devait pas aboutir. Il suggéra alors la création de sessions européennes organisées à tour de rôle dans les pays européens, mais ceux-ci ne manifestèrent pas une très grande ardeur et cette initiative, elle aussi, tourna court. Monsieur Schwed décida alors, avec une petite équipe issue des mondes diplomatique, économique, militaire, social, universitaire, de créer l'Association Euro-Défense dont l'objectif est toujours de développer, par des initiatives concrètes, l'esprit européen de Défense. Dès l'origine, il avait visé d'étendre ce mouvement à l'ensemble des pays de l'UEO. Ce projet d'extension a connu une belle réussite puisque, aujourd'hui, Euro-Défense existe dans dix pays européens sous la forme d'associations nationales étroitement liées entre elles. Ce ne sont pas les présidents et vice-présidents présents dans cette salle qui me démentiront. Cet ensemble constitue un réseau particulièrement actif d'échange d'informations, de réflexions convenablement étayées, de confrontation d'idées, d'études de plus en plus nombreuses et de propositions élaborées en commun et que chaque association adresse à ses autorités par les voies qui lui sont propres. Nos associations se retrouvent tous les ans dans un pays membre pour leur colloque annuel.

En juin 2000, celui-ci se tenait à Paris et avait été conclu par M. Alain Richard ; Paris succédait à La Haye, Florence et Madrid. Le colloque 2001 a eu lieu à Londres ; tout à fait intéressant, il était le premier où furent commentées les avancées d'après Helsinki. La réunion de 2002 se tiendra à Lisbonne et je suis sûr qu'elle sera aussi une brillante réussite.

Au sein de nos associations, nous réfléchissons sur la meilleure manière d'amener les opinions publiques à partager nos convictions. Cette préoccupation rejoignait celle du Secrétariat de l'UEO ; de cette conjonction est née l'idée de ce colloque. Je suis persuadé qu'il apportera à chacun de nous des réponses à nos interrogations et que nous y trouverons les uns et les autres les raisons de poursuivre la tâche que nous nous sommes donnée.

J'en viens plus directement au thème de notre colloque, *Construire l'Europe de la défense avec le soutien des opinions publiques*. Dans la ligne du brillant exposé que vous venez de faire, Monsieur le Président, je souhaiterais soumettre aux participants deux idées :

❶ La première concerne **les comportements**.

En 1866 on danse à Paris pour fêter la victoire de Sadová. Quatre ans après... vous connaissez la suite. En 1938, au retour de Munich, le Président du Conseil, Daladier, reçoit au Bourget, à son grand étonnement, un accueil triomphal des parisiens, « *les pauvres* » dit-il, la paix était sauvée... la suite est également connue. Le 18 juin 1940, l'appel du Général de Gaulle passe quasiment inaperçu. En revanche, la population espagnole contribue directement à la défaite de Napoléon. De 1940 à 1944, la résistance dans les pays occupés est un exemple de l'engagement, de la combativité et de l'héroïsme de la majorité d'une population. Comment expliquer ces différents comportements ? L'opinion publique est mue par des forces où l'irrationnel l'emporte sur le rationnel. Quand les individus sont privés de liberté, confrontés aux dangers ils n'hésitent pas à s'engager, à se battre, mais en l'absence de menaces immédiates les opinions montrent indifférence, passivité et même aveuglement. Le problème est semble-t-il relativement simple à formuler : accaparées, parfois obnubilées par le présent, les opinions publiques suréagissent à l'actualité. En revanche, elles semblent sourdes au futur alors que la sécurité et la défense s'inscrivent toujours dans la durée et exigent de longues années de maturation. Bref, comment faire pour que les opinions publiques soient plus attentives au futur ? Les niveaux de connaissance et de conscience sont parfois moins élevés que l'on pense ; information, explication, débat, formation sont les pôles d'action que nous devrions avoir.

❷ J'aimerais également vous soumettre cette question : quelles sont **les conséquences des évolutions considérables que connaissent et connaîtront nos sociétés** et qui détermineront inéluctablement les opinions publiques ? Pour ma part, j'en retiendrai trois :

- *la démographie*. Vieillesse de la population, flux migratoires considérables.
- *l'évolution du comportement des individus*, notamment des jeunes générations. Tocqueville a expliqué le caractère irrépressible du mouvement continu de démocratisation qui, dans nos pays développés, se traduit aujourd'hui par une montée de l'individualisme.
- *la révolution technologique*. Elle fait de la communication le premier instrument de la mondialisation, de la transformation de nos sociétés et des relations humaines. Multiplication des échanges de communication, profusion des informations et extension des échanges provoquent un brassage aux conséquences multiples, notamment une extraordinaire ouverture au monde des jeunes générations. Pour elles, toutes les barrières et toutes les frontières explosent.

Une autre conséquence est *la nécessaire maîtrise de l'information*. Le martèlement des médias impose aux individus de savoir discerner dans le flot des images et des discours ce qui peut être des informations.

En bref, une certitude s'impose : nos sociétés connaissent des ruptures qui sans être brutales n'en sont pas moins très profondes et irréversibles. On peut le regretter ou s'en réjouir, mais en tout cas on ne peut pas les ignorer quand on traite des opinions publiques.

Voilà des pistes de réflexion que je voulais vous signaler en ouverture de ce colloque. Je vous remercie de votre attention.

Table ronde

animée par **M. PIERRE BAYLE**
Journaliste

- χ **M. IOAN MIRCEA PASCU**
Ministre de la Défense de la Roumanie

- χ **M. CLAUDE DEHOUCK**
Secrétaire Général d'EuroDéfense-France

- χ **M. UMBERTO CAPUZZO**
Président d'EuroDéfense-Italie

- χ **M. ANDRAS BÁRSONY**
Membre associé de l'Assemblée, Hongrie

M. IOAN MIRCEA PASCU

Ministre de la Défense de Roumanie

Pour commencer, je voudrais tous vous remercier de cette invitation. J'apprécie le geste qui m'invite à prendre la parole en premier mais il est évident que ceux qui parleront en dernier auront un certain avantage eux aussi. Je dois avouer que je n'ai pas pu suivre votre séminaire d'avril dernier, donc il se peut que je vous présente certaines réflexions qui n'entrent pas vraiment dans le cadre tel qu'il résulte de vos discussions antérieures. Je vous en présente d'ores et déjà mes excuses.

J'ai préparé une série de points car il est difficile d'avoir une vue précise, cristalline, d'une situation aussi fluide que celle que nous connaissons aujourd'hui même dans ce domaine. Une dernière observation me servira d'introduction au débat : ma présence ici, alors que beaucoup d'autres sont absents, ne doit pas être interprétée comme un manque de zèle de ma part dans le cadre de mes autres fonctions. J'ai bénéficié de vos invitations à différents titres dans le passé et j'ai donc estimé qu'il convenait d'honorer ma promesse de participer à ce colloque, même à titre officiel.

χ Le problème du 11 septembre

Le 11 septembre est un tournant. J'ai d'abord évalué la situation avant le 11 septembre et après le 11 septembre, pour essayer de voir ce qui avait changé, s'il restait une certaine continuité. Si oui, d'un point de vue européen bien sûr, où et comment construire à partir de ce reste de continuité ? Je commencerai par redire ce que j'ai dit publiquement à Berlin au début juillet et qui reste tout à fait vrai. Le destin de l'Europe sera le destin de mon pays. Bien sûr, nous vivons l'ère de la mondialisation, de la globalisation, mais on ne peut pas ignorer l'aspect géographique de cette évolution.

Avant le 11 septembre nous connaissions un processus d'intégration européenne ; intégration qui rendait inévitable le passage à l'intégration de la défense et de la sécurité. Et puis la monnaie unique, la nécessité d'intensifier la coordination des activités en matière de politique étrangère, tout cela nous a amenés à ce début d'intégration de la défense. Il y a deux écoles de pensée, nous les avons évoquées à Maastricht en 1998 : l'une estime que c'est la réalité qui crée un environnement et que l'on capitalise à partir de cet environnement, l'autre insiste sur le dialogue, la mise en place d'une structure et son application postérieure. Reste à savoir quel sera le lien entre les structures de défense actuelles et l'identité européenne en ce domaine. On a essayé de créer une identité parallèle qui doit être rapportée aux structures existantes. Toutefois, nous n'étions pas arrivés à un résultat avant le 11 septembre donc c'est quelque chose qu'il va falloir reprendre et poursuivre. Bien sûr, nous avons encore les dividendes de la paix à la suite de la guerre froide mais, avant le 11 septembre, on percevait déjà les signes précurseurs d'une évolution de la situation ; cette ère était terminée. Dès 1998, cette ère des dividendes de la paix était en voie de disparition et certains commençaient à réfléchir à une augmentation des budgets de la défense, d'autres n'y ont peut être pas pensé aussi vite. Nous avons revu nos budgets de la défense au plan national et nous allons les augmenter, (si l'on compare cette année à l'année précédente en particulier), la part du PNB sera de 2,45 à 2,47 %.

χ Le conflit des Balkans

Face à ce conflit, les réactions ont été des réactions d'anxiété, de résolution, de coopération dans certains cas mais je ne dirai pas que l'on ait réagi de façon très claire face à ce conflit. Une chose toutefois ressortait clairement et je crois avoir eu l'occasion de le dire à Vilnius il y a quelques années : tant que l'on tolèrera ces conflits dans le Balkans, l'Europe restera dans une position faible. Chaque fois que ces conflits dégénèrent en conflits militaires, l'Europe, en termes militaires, se retrouve dans une position d'infériorité. Il est donc dans l'intérêt de l'Europe d'essayer de régler ces conflits à long terme. Je suis ravi de constater les efforts européens et américains de stabilisation faits cet été pour éviter une extension du conflit en Macédoine. Nous connaissons maintenant une accalmie dans la région et nous pourrions utiliser ce répit pour renforcer les aspects positifs en puisant dans l'expérience passée pour savoir comment se comporter dans un cas comme celui de l'Afghanistan.

L'opinion publique en général s'est ralliée à cette idée mais, une fois de plus, les choses n'étaient pas aussi claires. La conception de la défense par le chef de l'opinion publique en Europe ne me semble pas très claire. Certes, la structure de l'OTAN défend l'Europe, représente la défense collective et accepte jusqu'à un certain point qu'il y ait un nouveau rôle plus strictement européen, qu'il y ait donc institutionnalisation de la sécurité en Europe. En ce sens on peut dire que l'opinion publique s'est ralliée à cette idée, mais pas suffisamment pour que cela crée un effet moteur permettant de faire entrer de façon massive l'Europe dans cette nouvelle ère.

χ Que s'est-il passé après le 11 septembre ?

Je crois que l'élément le plus important, dans le cadre de ce débat, est la **dimension interne de la sécurité qui a commencé à prévaloir sur la dimension externe**. Je vous parle de cela, car il est évident qu'il y aura un impact sur les systèmes internationaux. La sécurité est devenue le souci de tout un chacun car les menaces peuvent surgir de partout et sont notre affaire à tous. Si les États-Unis et les pays que l'on considérait comme les plus sûrs dans le monde ont été frappés de façon aussi grave, qui peut se prétendre en sécurité ? C'est en tout cas la question que je me suis posée, en tant que lettré et non pas en tant qu'homme politique.

Prenez la peur de l'anthrax. Tout le monde peut recevoir une lettre piégée ; comment se défendre ? Quelle prévention est possible face à ce type de menaces, d'autant que l'ennemi sait très bien utiliser le moment à son avantage.

Par le biais de cette mondialisation des risques asymétriques, nous arrivons à cette généralisation, mondialisation, globalisation de la sécurité. Il s'agit en fait d'une réintégration des systèmes nationaux qui fonctionnaient jusqu'ici sur une base bipolaire, à la suite de quoi la détente s'est instaurée et les équilibres se sont modifiés puisque nous n'avons plus affaire à un monde bipolaire mais à un monde unipolaire qui tend vers un monde multipolaire. Il faut désormais faire réentrer ce monde dans un système unique de sécurité ; il faut le faire vite et, malgré cette exigence de rapidité, le faire bien. Quelles que soient les mesures que nous prendrons pour faire face à cette réalité, c'est cette réalité qui doit nous inspirer.

χ Le rôle des États-Unis

Il est beaucoup plus marqué aujourd'hui qu'il ne l'était avant les événements du 11 septembre. Cette influence se fait sentir non seulement à l'Ouest mais ailleurs aussi ; la Russie a compris que ses intérêts n'étaient pas contre le monde occidental mais à ses côtés. Il nous reste de grands points d'interrogation, notamment celui-ci : la Russie est un pays à tradition centralisée mais il y a quand même de nombreux centres de pouvoir en Russie, ceci est ressorti très clairement des premières réactions aux événements du 11 septembre. Il faut se souvenir de ce qu'ont dit les militaires, de ce qu'a dit Poutine de son côté et constater que l'attitude choisie finalement par la Russie a été inspirée très largement par Poutine. S'agit-il pour la Russie de s'adapter

tout simplement à un nouvel environnement en gardant les mêmes objectifs que dans le passé ou d'utiliser les événements pour poursuivre ses objectifs ? Nous verrons bien ce qui ressortira de la réunion imminente entre les États-Unis et la Russie.

La Russie, dans la situation où elle est, verra renforcer son statut du fait de son association avec les grands pouvoirs mondiaux, avec les alliés de l'OTAN, il lui sera peut-être possible de trouver les moyens de limiter l'érosion de son image de grande puissance. Tel est le cadre dans lequel il faut concevoir cette identité européenne en cours de formation.

Nous pourrions dire la même chose de la Chine, qui est également un pays dont il faut tenir compte pour avoir un tableau d'ensemble.

χ **La réaction des musulmans**

Elle est extrêmement complexe et pourtant cette réaction a des effets sur la sécurité parce qu'il y a des communautés musulmanes qui vivent non seulement dans d'ex-colonies mais aussi un petit peu partout en Europe, y compris dans des pays comme la Roumanie. Il y a également des intérêts économiques dont il faut tenir compte. Comment allons-nous réagir ? C'est complexe.

χ **L'opinion publique**

Lorsque l'on parle de l'opinion publique, il faut essayer d'envisager les choses sous un angle technique : une source génère un message, il y a un vecteur pour ce message et au bout il y a le destinataire du message. Comme l'a dit M. Blanc de façon très vivante, on peut complètement retourner les messages et à mesure que les préoccupations se poursuivent, que la guerre se poursuit en Afghanistan, on aurait peut-être tendance à remplacer la cause initiale qui était tout à fait légitime par la guerre pour la guerre, l'évolution de la guerre en tant que telle. Il faut alors prendre en compte toute une série d'éléments. Il y a une sorte de frustration des médias. Les choses ne se passent-elles pas comme elles s'étaient passées dans le Golfe, en Somalie ou même en Yougoslavie d'ailleurs ? C'est une vraie guerre, ce n'est pas simplement l'affaire de CNN et si l'on compare aux bonnes vieilles habitudes de la presse ou des médias en général, bien sûr c'est frustrant. Et lorsqu'il y a frustration, il y a forcément des conflits internes : que convient-il de publier, que vaut-il mieux éviter de publier ? Il y a également l'aspect symbolique ; en effet, en termes techniques, atteindre ses objectifs par la voie militaire n'est peut-être pas aussi efficace que de faire passer un message par le symbole, qu'il s'agisse d'Oussama ben Laden ou de ceux qui lui servent de relais. J'ai suivi à la télévision ces efforts des appareils de renseignement essayant de repérer ben Laden, mais je n'oublie pas non plus que lorsque M. Haq a été capturé, il a été exécuté, un point c'est tout. Il y a tout de même deux aspects. Cela montre bien que les choses changent dans le monde du renseignement, en ce moment et partout.

Il ne faut pas oublier non plus l'élément individuel : qu'est-on prêt à risquer individuellement pour le bien collectif ?

J'en resterai là parce que je ne peux pas vous donner de réponses définitives. J'ai plutôt essayé de soulever des questions qui me semblent être importantes.

Merci.

M. CLAUDE DEHOUCK

Secrétaire Général d' EuroDéfense-France

Je vais présenter un sondage réalisé à la demande du ministre belge de la Défense sur l'opinion publique au sein des quinze pays de l'Union européenne. Le travail qui a été fait est intéressant car c'est la première fois qu'une telle enquête est menée auprès des opinions publiques, sur un échantillon représentatif puisque 1000 personnes par pays étaient interrogées, (2000 en Allemagne). Certains enseignements me semblent pertinents. Je vais me contenter de vous les soumettre, en demandant votre indulgence car je n'ai pas participé à la réalisation de ce sondage. J'ajouterai aussi un point particulier : ce sondage est - selon une formule bien connue - une image de l'opinion publique à l'instant T. Aujourd'hui, après les attentats du 11 septembre, un certain nombre de réponses seraient très différentes. C'est la raison pour laquelle je me limiterai simplement à des questions qui n'ont pas de liens directs avec la situation actuelle (Par exemple, j'exclus « quelle est la principale menace de nos jours » ?).

- **Premier transparent¹ : la confiance des Européens dans 16 institutions.** L'armée est l'institution dans laquelle les Européens ont le plus confiance (71 %) La police occupe la deuxième place. Les partis politiques se placent à la fin. Je reviendrai sur ce point dans ma conclusion car il me semble qu'il y a là une contradiction avec d'autres résultats de ce sondage.
- **Deuxième transparent. la même analyse vue dans les quinze pays.** Dans les quinze pays, le taux de confiance pour l'armée est toujours supérieur à 65 % et l'étude montre que seulement cinq pays ont un résultat inférieur à la moyenne générale. Par ailleurs, il est à noter que la confiance dans l'armée augmente avec l'âge (plus de 77 % pour les plus de 55 ans) et diminue avec le niveau de formation.

Ces deux premiers transparents permettaient de camper un certain nombre d'idées sur les rapports de l'opinion publique avec les armées.

- Les deux graphiques suivants traduisent *l'opinion des Européens sur les niveaux de prise de décision en matière de défense.*
 - *dans un premier temps en matière de politique européenne de défense.* On constate que plus de quatre Européens sur dix (disons un sur deux) sont d'avis que ces décisions devraient être prises au niveau de l'Union européenne. L'Italie (63 %) et la France (56 %) sont en tête. Le Royaume Uni (22 %) et le Danemark (27 %) seraient, pour une telle question, les moins pro-Européens.
 - *et ultérieurement, en cas d'intervention militaire.* Près d'un Européen sur deux estime que c'est au gouvernement des pays prêts à envoyer des troupes de décider. Il est à noter que l'option qui dans la question présente la solution la plus fédéraliste, à savoir un vote contraignant à la majorité, arrive en dernière position avec seulement 7 %.

Ces deux transparents mettent en évidence l'écart entre le souhait diffus d'une politique de défense européenne et la mise en œuvre d'une telle politique puisqu'il y a inversion des chiffres, à chaque fois du même niveau de l'ordre d'une personne sur deux en Europe.

¹ Les graphiques sont reportés en Annexe.

➤ **Dernier transparent : l'opinion des Européens sur le rôle d'une future armée européenne.**

J'attire votre attention sur un point particulier qui nous intéresse ici, le fait que les missions dites de Petersberg soient loin de recueillir le soutien enthousiaste des citoyens européens comme on pourrait le croire : moins d'un Européen sur deux y étant favorable. Il est à noter que la légitimité de ces missions est nettement plus élevée que dans les six pays fondateurs.

➤ **Conclusions** tirées par le responsable de ce sondage (je reprends exactement ses propos). Il ressort que si le soutien à l'idée d'une défense européenne est assez large dans la plupart des pays il est aussi assez vague et peu profond. Si les Européens sont majoritairement favorables à une mise en place d'une défense européenne (troisième transparent) sous une forme ou sous une autre, c'est-à-dire une politique et une organisation qui ne soient pas strictement nationales, en revanche ils sont loin d'être favorables à une politique de défense réellement intégrée. De manière systématique (vous n'avez pas pu vous en rendre compte à travers ces transparents), on constate que les opinions publiques des six pays fondateurs de la Communauté européenne, à l'exception peut-être de l'Allemagne sur certains points, se montrent les plus favorables à une politique de sécurité et de défense commune. A l'opposé, on trouve le plus souvent le Royaume-Uni. L'auteur de ce sondage disait d'ailleurs que cet écart ne se constatait pas uniquement dans le domaine de la défense.

Autrement dit, si l'on ne peut pas réellement parler de convergence des opinions publiques européennes en matière de politique de sécurité et de défense commune, ces opinions sont souvent, mais pas toujours, fortement corrélées à celles de leurs gouvernements respectifs. J'en termine là avec les propos du responsable.

Après avoir bien étudié ce sondage, j'ajoute deux commentaires

- 1) une contradiction que vous avez pu constater. Cette forte corrélation des opinions publiques avec celle des gouvernements montre tout de même une confiance des citoyens dans leurs gouvernements. Elle est en contradiction avec les données présentées en début d'exposé (premier transparent) indiquant une confiance très limitée dans les partis politiques. À moins que les hommes des partis politiques ne participent pas aux gouvernements (ce qui serait un scoop).
- 2) un enseignement personnel : la confiance et l'espoir. À partir du moment où les hommes politiques s'engagent dans ce débat sur la défense, l'ensemble des opinions publiques les suivent puisque l'on constate cette très forte corrélation.

Je m'arrête là et répondrai tout à l'heure aux questions que vous pourriez formuler.

M. ANDRAS BÁRSONY

Membre du Parlement hongrois, membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et membre de l'Assemblée parlementaire de l'UEO

Tout d'abord, je suis honoré d'être de ce côté-ci de la salle cet après-midi. Je souhaiterais ajouter à la réflexion quelque chose qui est assez éloigné d'ailleurs de l'expérience qu'ont pu connaître d'autres orateurs et participants, une proposition qui se rapporte au titre de ce colloque, Construire l'Europe de la défense avec le soutien des opinions publiques, et que j'exprimerai sans ambages, comme une sorte d'axiome : si nous voulons avoir un soutien de l'opinion publique à telle ou telle procédure il convient alors que ladite procédure soit complètement transparente et qu'elle soit suivie, examinée par ceux dont l'avis compte pour nous.

Une question découle de cette proposition : sommes-nous en mesure d'être transparents pour ce qui concerne notre procédure et pouvons-nous avoir un examen à proprement parler ou un suivi de cette procédure ? À cet égard, je suis reconnaissant aux chercheurs qui ont effectué ce travail en amont puisque j'y vois encore une conséquence de ce que j'évoquais à l'instant : bien sûr l'opinion publique existe mais, pour autant, les enquêtes qui sont menées attestent que l'opinion dans ces quinze pays de l'Europe n'est pas très au fait de la procédure qui nous intéresse. Il serait intéressant de demander à l'homme de la rue ce qu'est une mission de Petersberg ; qui le saurait ? Le pourcentage serait intéressant à étudier. Il ne faut pas en déduire que cela n'intéresse que nous, mais nous utilisons généralement un vocabulaire qui nous est familier alors que les gens de la rue l'ignorent à 95 %. L'opinion publique ne saura pas de quoi il s'agit, or nous avons besoin de son soutien véritable. Monsieur Blanc disait tout à l'heure dans son introduction que dans cette période particulièrement intéressante des échéances électorales l'opinion est très concernée, mais qui est responsable de cette tendance ? Le manque de motivation n'est-il pas imputable à ceux qui, en temps de paix, ne donnent pas des informations suffisantes au public sur ce que nous faisons.

Un exemple concret : il y a deux ans la Commission de la Défense de l'Assemblée parlementaire de l'UEO était invitée aux États-Unis. Nous avons visité Tampa et Norfolk, nous avons visité l'Unité de commandement central de l'armée de l'air qui contrôle les forces américaines, notamment dans la région de l'Asie centrale. Nous avons été invités par le Général (quatre étoiles) qui était à l'époque le deuxième plus haut représentant de l'état-major des armées. Il nous a dit à cette occasion que les États-Unis devaient absolument changer leur stratégie parce que le prochain défi à relever proviendrait de la région de l'Asie centrale. Il a dit également que ce défi serait d'une nature différente, ce ne serait plus le problème de menaces pour la sécurité et la défense tel qu'on le connaissait auparavant. Il a dit cela il y a deux ans.

La question est la suivante : veut-on informer véritablement le public et lui expliquer la situation pour avoir de meilleurs résultats, ou tout simplement entendre quelque chose que l'on ne souhaite pas véritablement écouter et à laquelle on ne croit pas, ou alors doit-on purement et simplement nier cette opinion ? Je serais très intéressé de connaître l'avis de ce général aujourd'hui puisqu'il avait prédit la situation, non pas l'attaque à proprement parler sur le World Trade Center mais une situation qui y ressemble fort avec cette menace en provenance de l'Asie centrale.

Par ailleurs, quelle est l'opinion par rapport à l'Assemblée Parlementaire de l'UEO ? À l'époque, ils nous ont dit vouloir économiser de l'argent aux États-Unis et vouloir épargner davantage encore en matière de défense. Or, Mesdames, Messieurs, deux ans plus tard, croyez vous que l'on puisse penser raisonnablement que telle était la véritable raison ?

Autre question : le public est-il véritablement bien informé ou pas ? Le Mur de Berlin n'existe plus depuis dix ans et aujourd'hui on parle de nouvelles menaces, de nouveaux systèmes de sécurité, etc. Mais quelle était la préoccupation du public, de l'OTAN et de toute l'organisation de sécurité qui existait à l'époque ? Nous étions préoccupés par le scandale financier de Monsieur Klaus qui l'avait conduit à démissionner. Etait-ce un problème de stratégie de défense ? Etait-ce un problème d'investissement ou un autre problème ? Mais non, il s'agissait purement et simplement d'un scandale financier ; on se demandait si un dirigeant devait ou non quitter ses fonctions, donc rien à voir avec les missions à proprement parler de l'OTAN ou de l'UEO à l'époque.

Tout ceci pour dire, qu'aujourd'hui, les gouvernements commencent à comprendre, petit à petit, que sans le soutien complet du public, de l'opinion, il n'est pas possible de maintenir la planification stratégique telle qu'elle a été conçue jusqu'à une époque récente.

Le résultat du sondage est très intéressant. La plus grande confiance revenait aux armées dans les quinze pays de l'Union européenne or, avons-nous la certitude que ces armées s'acquitteraient comme il se doit de leurs tâches ? Nous n'en avons pas eu la preuve Dieu merci ces cinquante dernières années mais rappelez-vous ce que pensait le public après la crise du Kosovo, après la Bosnie, après toutes ces actions, vous aurez alors un regard quelque peu différent sur la situation car dans cette région les gens sont très confiants dans leur armée et dans son efficacité. Nous voulions tirer les enseignements de la Bosnie au cas où quelque chose se reproduit ; l'avons-nous fait durant le Kosovo ? Les gens qui ont suivi cette question de très près et ceux qui se sont rendus sur place très fréquemment avaient pour le moins un autre regard que celui de l'opinion publique. Quel a été notre rapport avec les Albanais au Kosovo et en Macédoine ? Peut-on dire qu'il y ait eu une stratégie de relations publiques très nette de la part de ceux qui essaient d'obtenir le soutien de l'opinion publique ; stratégie visant à expliquer ce qui se faisait et ce qui était le fond du problème, que le problème se pose en Afghanistan ou au Kosovo.

S'agissant de l'Afghanistan, je ne veux pas maintenant me lancer dans ce grand débat politique mais je suggère une réflexion. Les alliés d'aujourd'hui qui sont les nôtres, leur a-t-on demandé qui ils avaient soutenu financièrement pendant le conflit entre l'Union soviétique et l'Afghanistan ? Non, on n'a pas demandé autant d'informations, on a dit simplement à l'époque que c'était une lutte contre l'Union soviétique et dès que l'on se bat contre l'Union soviétique nous sommes d'accord. Entre temps, nous nous sommes battus contre l'Union soviétique mais quelqu'un avait bien dû soutenir cet ennemi à l'époque. La question est donc la suivante : peut-on avoir un soutien total de l'opinion publique si on maintient le secret sur tout ce qui se passe quand bien même cela n'est pas nécessaire ? Les hommes politiques qui s'opposent à un contrôle parlementaire en matière de politique européenne de la défense essaient de dissimuler les erreurs ou les manquements que l'on a pu rencontrer durant les trois dernières opérations et qui se reproduiront s'il n'y a pas contrôle parlementaire à proprement parler. En tant que membre du Parlement, j'écoute souvent les experts qui nous disent que les parlementaires sont peu préparés aux questions de politique étrangère et de défense. Peut-être ces experts ont-ils raison, mais qui s'intéresse vraiment à cela ? Avons-nous véritablement intérêt à ce que les parlementaires les plus classiques ou les plus récents soient préparés afin d'être effectivement en mesure de contrôler les décisions gouvernementales ? C'est une question et sans aucun doute un défi que nous aurons à relever lors de la prochaine décennie.

□ **Conclusion**

Lorsque la question de l'entrée de la Hongrie au sein de l'OTAN était à l'étude, l'histoire qui avait été la nôtre durant ces quarante-cinq dernières années a été examinée et beaucoup d'experts qui se sont penchés sur notre pays nous ont déconseillé d'organiser un referendum sur notre adhésion à l'OTAN. Pourquoi ? Parce que de toutes façons les gens ne comprendraient pas ce que nous voulions faire grâce à cela et les hommes politiques, qu'ils soient dans la majorité ou dans l'opposition à cette époque, ont dit qu'après quarante-cinq ans d'expérience, nous ne pouvions pas prendre la décision seuls si nous n'étions pas soutenus par l'opinion publique, par des enquêtes, par un referendum. C'est ainsi que l'on doit procéder ; nous seuls ne pourrions pas agir.

Ce referendum a obtenu une plus forte participation que pour l'élection de M. Bush tant il est vrai que 85 % des personnes se sont exprimées en faveur de notre adhésion à l'OTAN. C'est un résultat intéressant, certes, mais il est également intéressant d'analyser toute la campagne qui a précédé cette expression par la voie des urnes. Nous avons expliqué aux gens que cette proposition était entre les mains du peuple, qu'ils avaient la possibilité de répondre par oui ou par non ; il me semble très important d'avoir organisé cette campagne pour expliquer aux électeurs de quoi il s'agissait puisque c'est sur ce terrain que se nourrit le soutien de l'opinion publique. Dès lors, il est beaucoup plus simple aujourd'hui d'expliquer en Hongrie, encore qu'il y ait quelques hésitations, pourquoi nous devons participer aux opérations, dans les bons jours comme dans les mauvais jours.

Monsieur le Président, le contrôle parlementaire et la transparence sont deux éléments fondamentaux pour obtenir un véritable soutien de l'opinion, à défaut de quoi nous risquons de faire des choses qui ne seront jamais comprises par le public et, le moment venu, il pourra nous reprocher de ne pas lui avoir expliqué les conséquences des décisions, avant qu'elles ne soient prises.

M. PIERRE BAYLE

Journaliste français, ancien conseiller pour la communication du ministre de la Défense, Directeur de la communication de MBDA.

Je suis Français mais je suis Européen. Matra Bae-Dynamics, Aerospatiale Matra Missiles, Aliena Marconi-Systems ; ces sociétés sont en train de fusionner, aujourd'hui la réalité est européenne partout, dans l'industrie notamment.

Je me situerai non pas à l'extérieur mais un peu à cheval sur plusieurs dimensions car, lorsque l'on parle d'opinions publiques, il y a en réalité quatre choses : les faits, ce qu'en disent les politiques, ce qu'en relaient les médias qui sont un prisme déformant et enfin, la résultante de tout cela qui est l'opinion publique. Le sujet du colloque : comment construire quelque chose, en l'occurrence une politique européenne de défense, mais comment construire quelque chose sur une opinion publique ? On pourrait évacuer la question en répondant que l'on ne peut rien construire sur l'opinion publique, pourquoi ? Parce que l'opinion est versatile, parce que les sondages peuvent se contredire à quelques mois de distance et parce que quand on parle de politique on parle de durée. Je prendrai un ordre de dimension dans l'industrie mais ce pourrait être dans d'autres domaines : un programme d'armement s'étend sur quinze ans, une restructuration des forces armées, (c'est là une dimension du personnel) s'étend également sur quinze ans. Il faut dix à quinze ans pour réussir une réforme. Dès que l'on parle de restructuration, de mobilisation, on se place dans le long terme mais l'opinion publique ne se situe pas dans le long terme.

Émile Blanc parlait tout à l'heure d'ultra-information aujourd'hui des opinions publiques sur ce qui se passe et le Président de Puig parlait lui d'insensibilité - je dirais d'indifférence parfois - des opinions publiques à la dimension défense. Je pense que les deux choses sont liées. Nous vivons aujourd'hui dans un monde où nous sommes surinformés, il suffit de "zapper" ou de tourner le bouton pour ne plus voir les scènes d'horreur ; tellement environnés par cette information nous en sommes presque immunisés. Je prendrai un seul exemple, le plus proche et le plus récent. Des dizaines de milliers de gens ont vu en direct l'attaque du deuxième avion contre la deuxième tour du World Trade Center parce que les télévisions avaient commencé à filmer sur la première. Ensuite, nous n'avons vu que cela pendant des semaines mais nous n'avons vu aucune image de cadavres parce que c'était un choix des autorités américaines et des médias. Il y a eu quand même autour de cinq mille morts mais nous n'avons vu aucun cadavre. C'est quelque chose de nouveau dans notre perception et on arrive à des extravagances qui font qu'en Europe, en France en particulier, des intellectuels commencent à se distancier de l'événement parce que, de toute façon, ils ne l'ont pas vu, pas ressenti ; c'est quelque chose qui nous est extérieur, propre aux Américains. En termes de perception, les médias sont un prisme extrêmement déformant.

Ultra-information, parfois indifférence de l'opinion publique parce que trop d'informations, **quelle est la perception de la menace ?** Pour les Européens, la menace aujourd'hui est exotique : la guerre du Golfe, c'était dans le Golfe, loin. L'Afghanistan, c'est loin. Le World Trade Center, pour une partie de l'opinion européenne c'est loin, même si cela peut paraître choquant, pour le Français de la rue c'est loin, ça se passe aux États-Unis. Autrefois nous avions un seul canal, CNN, nous en avons aujourd'hui un deuxième c'est Al-Jazirah ; c'est bien qu'il y en ait deux mais ça reste tout de même du domaine de l'exotique, ce n'est pas ce qui se passe à côté de chez nous. L'opinion ne veut pas voir ce que l'on ne dit pas ou ce qui ne s'est pas passé, ou ces attentats qui ont été déjoués en Europe, ou ces réseaux démantelés ; il n'y a pas la perception que cela pourrait nous concerner d'aussi près.

La faible perception de la vulnérabilité européenne. On pense que ça se passe ailleurs donc, pour l'instant, l'Europe est tranquille. Le Ministre roumain nous parlait tout à l'heure de cette habitude que nous avons de l'OTAN, elle a existé comme un

parapluie, faisant donc partie du paysage. Les Européens ne voient pas leur vulnérabilité, y compris dans le domaine industriel. Un outil de défense c'est quelque chose que l'on forge, nécessitant beaucoup de temps et une posture de défense. Les dividendes de la paix (expression malheureuse née avec la fin de la guerre froide) c'est cette illusion qu'ont les Européens qu'il n'y a plus de menaces aujourd'hui et que l'on peut s'en remettre totalement soit à une paix hypothétique (une paix diplomatique), soit au parapluie de l'OTAN mais les Américains viennent nous dire que l'OTAN coûte très cher et que nous devons aussi y participer.

Un autre paradoxe : **peut-on concevoir une défense européenne sans une politique étrangère et de sécurité commune ?** Nous ne débattons pas ici de la situation en Afghanistan, de la crise actuelle. Nous allons simplement constater que les pays européens pris individuellement sont revenus à des discussions bilatérales avec les Américains, comme autrefois, comme avant l'Union européenne, pour proposer qui deux sous-marins, qui deux avions. Bien entendu je ne suis pas dans les antichambres du pouvoir, j'ignore ce qui se dit de façon secrète, les accords passés entre les uns et les autres, je pense que tous les gouvernements ont une attitude responsable et je me situe au niveau de la perception de l'opinion publique. L'opinion publique aujourd'hui voit que les Américains sont tout seuls en Afghanistan avec un soutien britannique dont on peut discuter, il y aura un soutien français, on parle de propositions d'autres pays européens, notamment des Italiens ; en termes de perception, tout cela apparaît comme un effort dispersé et pas du tout comme une réponse concertée. Donc, là encore, on propose des outils militaires mais il n'y a pas de réflexion sur le choix d'une réponse stratégique commune au niveau européen.

Je voudrais revenir aux interventions des deux représentants de l'ancienne Europe de l'Est, le Ministre roumain et le Parlementaire hongrois, qui ont été très intéressantes. Je voudrais revenir aussi au sondage que nous a présenté Claude Dehouck et dans lequel il y avait une dimension très intéressante. Les Européens sont plutôt confiants dans leurs forces armées, ils sont plutôt confiants dans une défense européenne à condition que cela se passe sur le territoire de l'Union européenne. Ils sont plutôt frileux sur le fait de s'exporter et d'aller rétablir la paix au-delà du territoire européen.

Je voudrais terminer sur un volet qui a occupé deux des interventions ici mais qui me paraît important, celui des Balkans. Je suis persuadé que l'Europe de la défense se construit dans les Balkans. La crise des Balkans dure depuis bientôt dix ans. Pendant quelques années on a parlé de l'incapacité de l'ONU, c'est en fait un discours convenu pour masquer l'incapacité des Européens à trouver eux-mêmes une solution à un problème qui était régional. Puis il y a eu l'intervention des États-Unis, grâce et à travers l'OTAN. L'OTAN a rempli le contrat : un processus démocratique a été engagé en Bosnie, il est en bonne voie au Kosovo, il y a une stabilisation à l'heure actuelle en Macédoine, le Monténégro a été préservé alors qu'il était menacé et, surtout, on assiste à un retour à la démocratie en Serbie. On peut dire aujourd'hui que la participation européenne au sein d'une opération OTAN a permis de stabiliser la situation dans les Balkans. Cette situation est tout aussi vulnérable aujourd'hui qu'il y a quelques années, avec un élément nouveau : on commence à nous dire que les Américains, compte tenu de l'effort qu'ils doivent reporter ailleurs, vont diminuer leur effort dans les Balkans. Je pense que pour les opinions publiques européennes le problème aujourd'hui n'est pas de savoir si on envoie quelques avions en Afghanistan mais plutôt de savoir si les Européens sont prêts à mobiliser cinq ou dix mille hommes supplémentaires pour aider les Américains à se retirer progressivement des Balkans. Les Balkans, ce n'est pas tout à fait le territoire de l'Union européenne mais ce n'est pas non plus l'étranger, c'est la frontière de l'Union européenne.

En termes d'opinion publique et pour en revenir à ce que disait le Parlementaire hongrois, l'opinion publique se forme et il faut faire de la pédagogie. Nous n'avons pas

préparé les opinions publiques européennes à un investissement plus fort, à un engagement plus fort dans notre environnement proche qui est celui des Balkans. On parle de l'Afghanistan mais "on" ce sont les médias, ce ne sont pas les pouvoirs publics, pas les gouvernements européens ; il y a un manque de prospective dans cette dimension. Il serait intéressant que nous réfléchissions à comment préparer les opinions publiques européennes à accepter un nouvel effort commun pour prendre en charge ce problème des Balkans.

GÉNÉRAL UMBERTO CAPUZZO

*Ancien chef d'état-major de l'armée de terre, ancien chef des carabinieri.
Président de l'Association EuroDéfense Italie*

Le titre de ce colloque est *Construire l'Europe de la Défense avec le soutien des opinions publiques* mais j'ai bien peur que ce soit surtout l'aspect technique de la défense européenne qui prévaille ici. Or, au plan institutionnel, il faudrait réfléchir à quelle souveraineté les citoyens européens sont d'accord et prêts à abandonner pour obtenir une politique européenne de la sécurité et de la défense. Telle est la question, c'est une question intéressante.

Par ailleurs, je suis assez sceptique en matière de sondages mais tout dépend bien sûr du sujet de ces sondages. En Italie, par exemple, la main-d'œuvre est la meilleure du monde, trois mois plus tard ce sont les Britanniques qui l'emportent, alors qu'en penser vraiment ? Manifestement, il y a erreur à un moment ou à un autre. Revenons au sondage évoqué tout à l'heure. Ce taux de 91 % des personnes reconnaissant que l'armée est fiable, rapproché de la question « êtes-vous prêt à une majoration fiscale pour participer au budget de la défense ? » (autrement dit : est-ce que vous aimez l'armée parce que vous êtes d'accord pour payer davantage ?) me semble une curieuse manière de présenter les choses. J'ai été très intéressé par les propos de Monsieur Bársony, que, d'ailleurs, je rejoins pleinement. Le problème est que la situation a beaucoup changé depuis le 11 septembre.

Nous sommes ici parce que l'association EuroDéfense a été fondée en 1994. L'Allemagne et la France en ont été les fondateurs, l'Italie a rejoint les rangs plus tard. J'exprime donc à cet égard ma gratitude à M. Schwed qui a été l'un des fondateurs de cette association. J'ai lu avec le plus grand intérêt ce qu'il a écrit dans votre bulletin, je lui souhaite donc une pleine réussite.

Ceci étant, je me pose une question déjà évoquée par le Général Preston : le concept stratégique d'une Europe de la défense peut-il être développé ou se limite-t-il aux missions de Petersberg ? Maintenant que nous connaissons les événements du 11 septembre, il faut repenser à tout cela. Par ailleurs, dans quel contexte cette Europe va-t-elle devenir importante dans le monde dans lequel nous vivons. Au cours de mon existence j'ai bien souvent retiré des enseignements. M. Petibon a dit des choses très intéressantes à cet égard à Londres. Nous avons tiré des enseignements du Kosovo, du Golfe, il y aura bientôt à apprendre des événements en Afghanistan. Le problème est que, de mon point de vue, le bât militaire blesse. Depuis la disparition du Mur de Berlin nous pensions que toute menace avait disparu ainsi que les risques ; il est vrai que nous avons un plan d'action en matière de défense européenne. Ce plan nous a été soumis et on nous a demandé de nous exprimer sur ce point.

J'aimerais revenir sur ce plan d'action et revoir les sondages de l'époque ; étions-nous d'accord pour dire que le terrorisme était la plus grande menace contre laquelle nous devrions lutter. Je n'ai pas pu vérifier avant de venir mais je comparerai pour voir si, dans des milieux tels que les nôtres, tout à fait familiers de ce genre de questions, nous pensions que le terrorisme était une menace ; après quoi on pourra s'adresser à l'opinion publique. Je crois que l'une des erreurs les plus graves qui ait été commise à l'époque est d'avoir été insouciant car nous pensions avoir peu d'ennemis. C'est parfois un problème d'avoir peu d'ennemis. Pourquoi ? Il faut se poser cette question et resituer nos problèmes dans un contexte plus global et plus général. Le contexte est devenu global, nous avons besoin du soutien de tout le monde, nous avons des valeurs à défendre et à propager, elles sont les meilleures et en un sens nous devons aider les gens à comprendre notre point de vue. C'est dans cet esprit que le dialogue apparaît comme une des meilleures solutions pour l'avenir, bien sûr. C'est un problème culturel mais nous devons relever ce défi aujourd'hui.

Il faut toujours pouvoir se dire que l'ennemi de votre ennemi peut être votre ami, c'est un très bon principe. Les Américains ont d'ailleurs appliqué cette politique. Si l'on revoit l'histoire des Talibans en Afghanistan, il ne faut pas perdre de vue tous les problèmes qui ont pu se poser, comme celui de porter au pouvoir les Talibans, dans une certaine mesure aidés par l'Occident, tant il est vrai qu'ils représentaient une opposition face à l'ancienne Union soviétique.

Il faut être très prudent lorsque nous demanderons un développement de notre budget de défense. Il ne faut pas être trop précis et dire qu'il nous faut tant pour tel poste ; Machiavel a dit qu'il fallait trois choses pour diriger le monde : "de l'argent, de l'argent et encore de l'argent". Il est vrai que lorsqu'on emploie ces mots-clés les gens ont peur, donc il faut faire très attention. Le prochain sondage devra comporter une question à laquelle il faudrait donner une réponse nous permettant de trouver la meilleure manière de développer notre budget sans le dire explicitement.

J'avais préparé quelque chose mais, stimulé par M. de Puig qui a posé des questions très intéressantes, je suis parti dans une toute autre direction.

Je voudrais aborder l'aspect méthodologique de la question que je souhaitais évoquer avec vous : **comment peut-on obtenir un soutien accru de l'opinion publique ?** Ceci me ramène à des critères qui ne relèvent pas forcément uniquement de nous. À cet égard, les médias peuvent faire un très bon travail mais il est vrai que nous avons parfois des choses qui ne nous aident pas. Par exemple, le problème des cibles que nous souhaitons atteindre. Nous avons quasiment montré à l'ennemi les cibles qu'il était en mesure d'atteindre, nous avons cité le Golden Gate, c'est purement stupide, même si nous sommes en présence d'une nouvelle forme de conflits.

Revenons à l'Europe. Je pense qu'il ne faut pas être trop pessimiste car nous avons déjà un certain acquis. C'est l'éternelle question du verre à moitié plein ou à moitié vide selon que l'on est optimiste ou pessimiste, tout dépend dans quel état d'esprit on se trouve. L'Europe a beaucoup d'atouts ; le Sénateur Manzella qui est ici présent vous le dira aussi. Nous avons obtenu bien des résultats à Nice. Considérez Nice sans pessimisme et voyez que nous vivons une évolution, quelque chose qui bouge et dans le bon sens.

En 1953, j'étais alors un jeune capitaine étudiant à l'université de Rome, ma thèse portait sur le sujet suivant : Plan visant à améliorer le soutien de l'opinion publique pour la création de la CED (Communauté Européenne de Défense), ce sujet m'intéressait à l'époque. Aujourd'hui, pourquoi ne pas préparer quelque chose dans cet esprit, à savoir quels sont les meilleurs moyens qui nous permettront de faire comprendre aux gens que nous pouvons aller de l'avant et obtenir des choses que l'on n'aurait même pas osé espérer il y a quelques temps. C'est là l'objectif de notre association, le mandat que nous nous sommes fixés et c'est la tâche que nous avons à l'esprit lorsque nous avons songé à adresser une lettre à un jeune Européen (le Général Bresson, qui est parmi nous, a critiqué le courrier que j'avais préparé, mais peu importe). Cette lettre s'adressait à un jeune Européen et visait à faire comprendre la différence entre ma génération et la relève, les jeunes générations.

Tout ceci pour vous dire qu'il y a beaucoup de choses que nous pouvons faire et nous avons, il est vrai, beaucoup à gagner dans cette évolution. N'oublions pas non plus que la stratégie des États-Unis est appelée à changer énormément. Je rappelais tout à l'heure que le centre stratégique où sont prises les décisions américaines va se déplacer vers l'Est ; cette évolution se fait en ce moment même et c'est la raison pour laquelle nous devons prendre la mesure de nos difficultés, ici en Europe. Il faut résoudre ces difficultés tant il est vrai que la Défense européenne a une portée au plan mondial.

Je vous remercie.

D é b a t

M. LUIS MARIA DE PUIG

C'est maintenant votre tour d'intervenir. Nous avons provoqué vos réactions avec les très pertinentes et brillantes interventions, nous avons du temps pour que vous les exprimiez dans le débat.

Mon souhait serait de faire un premier tour de parole, d'écouter les réponses de la table s'il y en a et de procéder à un deuxième tour. Je sais que beaucoup de monde sera intéressé à intervenir mais il est difficile de le faire en premier.

M. Bayle me demande la parole, je la lui donne en attendant vos papiers.

M. PIERRE BAYLE

J'aimerais beaucoup connaître la réponse du ministre roumain, M. Pascu, à l'affirmation que vient de faire le Général Cappuzo sur le fait que nous allons vraisemblablement assister à une réorientation de la stratégie américaine, qui devrait aboutir à une espèce de vide en Europe que nous serions appelés à remplir. Très clairement on revient sur le problème des Balkans.

M. IOAN MIRCEA PASCU

Depuis le début des années 90, à la fin du conflit Iran/Irak, suite à l'invasion du Koweït et à l'action des alliés contre l'Irak, compte tenu aussi du déploiement américain dans cette région, pour les États-Unis la région du Golfe est devenue le centre stratégique avec évidemment toutes les conséquences, la mainmise sur les champs pétrolifères, etc. Je ne pense pas que la situation ait changé. En revanche, ce qui est devenu plus aigu, conférant au tout une dimension supplémentaire à caractère militaire, c'est effectivement ce qui s'est passé dans cette région. Mais le pétrole a continué à jouer son rôle. Il y a la région de l'Asie centrale, la proximité de la région du Caucase, du Proche-Orient également et les Balkans se trouvent certes à la périphérie de cette circonférence mais sont en relation directe avec tout ce qui se passe là-bas. Si on croit aux intentions de Ben Laden de déclencher un deuxième front sur la ligne des Balkans, cela ne fait que révéler l'importance stratégique des Balkans. C'est pourquoi je ne crois absolument pas que les États-Unis vont se désintéresser de ce qui se passe dans les Balkans. Mais très vraisemblablement les pays de l'Europe (j'inclus les pays faisant partie de l'Union européenne et également les pays qui se trouvent dans cette région, comme mon propre pays) devront faire en sorte qu'il n'y ait pas un vide en matière de sécurité dans cette région et donc combler toute tentation de vide éventuel. À l'heure actuelle nous connaissons une accalmie, un répit et nous devrions en profiter sur le plan politique. Le recours aux moyens militaires n'est pas la panacée. Je crois qu'il faut précisément profiter des interruptions dans les conflits pour faire avancer les cartes diplomatiques. Voilà, dans les grandes lignes, la réponse que je voulais apporter à votre question.

M. JOHN WILKINSON

*Membre du Parlement du Royaume Uni,
Membre de l'Assemblée parlementaire.*

J'aimerais tout d'abord revenir sur un point abordé avec beaucoup d'éloquence par mon collègue M. Bársony. M. Bársony a fait état de l'incompréhension de la part d'électeurs européens face à la terminologie et au jargon que nous utilisons et qui sont déterminants pour nos échanges parlementaires, évoquant notamment l'expression « *missions de Petersberg* ». Si nous voulons vraiment sensibiliser les opinions européennes en faveur d'une défense plus efficace, je crois qu'il va falloir prendre des distances par rapport à nos institutions et nos obsessions institutionnelles, peut-être ne plus parler de contrôle parlementaire ni s'attarder sur les rôles dévolus aux parlements nationaux ou européens car, finalement, ce sont les menaces directes qui préoccupent actuellement l'homme de la rue : la peur d'une guerre biologique propagée en Europe, ou bien le terrorisme.

Les gens sont plus sensibilisés au problème de l'ETA au Pays basque ou de l'IRA en Irlande. On parle de réactions peut-être excessivement nationales à des actes, c'est normal ; étant donné les intérêts britanniques par rapport à la communauté afghane, ce genre de réactions est un peu normal et si les problèmes concernaient Djibouti la France et les Français y seraient peut-être plus sensibles. Je crois qu'il faut être beaucoup plus près des préoccupations sur le terrain et également s'interroger sur ce que sont les enjeux pour les pays de l'Union européenne, comme pour ceux qui n'en sont pas membres. Il ne faut peut-être pas mettre systématiquement en avant les

frontières qui séparent les pays de l'Union européenne de ceux qui n'en sont pas car la menace terroriste exige des réponses transfrontalières, des réponses qui transcendent les lignes de séparation. M. Bársony appartient à un pays candidat à l'Union européenne, qui attend depuis fort longtemps et attendra longtemps encore avant d'y rentrer.

M. KAROLY SZABO. Roumanie

Messieurs les Ministres, Mesdames, Messieurs,

Dans votre introduction, Monsieur le Président, vous avez évoqué un des motifs qui vous avait amené à accepter cette invitation, rappelant le statut que vous aviez précédemment. J'aimerais savoir quelle est la différence entre vos fonctions d'aujourd'hui et celles d'hier. Vous avez été Président de la Commission de défense de la Roumanie entre 1996 et 2000 et, depuis onze mois, vous occupez les fonctions de Ministre de la défense de Roumanie –toutes mes félicitations– quelle est la différence entre les deux casquettes ? Nous avons parlé de contrôle parlementaire et dans votre statut précédent vous occupiez les plus hautes fonctions sur le plan parlementaire. Maintenant vous êtes en quelque sorte passé de l'autre côté de la barrière, comment faites-vous face à ce dilemme ?

M. IOAN TIMIS

Je voudrais féliciter les organisateurs et les orateurs pour ce colloque et son sujet tout à fait moderne, démocratique et majeur : *Construire l'Europe de la défense avec le soutien des opinions publiques*. C'est le rêve de tous les politiciens du monde d'être soutenus dans leurs actions par la société civile. Je n'insiste pas sur ce point, je voudrais poser une seule question au Ministre roumain de la défense. Voulez-vous expliquer, Monsieur le Ministre, quelles sont les réactions du public vis-à-vis de la nouvelle politique roumaine de la défense.

AMIRAL PIERRE LACOSTE

Je voudrais plutôt faire une déclaration que poser une question aux orateurs. Comme président du Centre pour le civisme et la défense armée/nation, je suis particulièrement sensible au fait qu'à notre époque, après les grandes mutations qui se sont produites sur le plan géopolitique, le soutien des opinions publiques –et en particulier celles de mon propre pays– aux institutions militaires change de nature. Le fait que nous ayons abandonné provisoirement la conscription est un des éléments de ce changement.

Nous nous sommes posé la question de savoir, dans le cadre d'une défense européenne, quels sont dans les autres pays de l'Union les sentiments de la population par rapport à leurs forces armées. En ce qui concerne la France, nous sommes passés d'une époque où un antimilitarisme assez virulent était actif dans ce pays à une époque actuelle où c'est plutôt l'indifférence qui menace. Nous avons voulu faire étudier avec d'autres pays européens, dans un séminaire restreint, cette question de la perception qu'ont les opinions de leur armée dans les différents pays de l'Union. Nous nous sommes aperçus qu'il y a effectivement des problèmes très considérables de vocabulaire, qui dépendent d'ailleurs de l'histoire de chacun de nos pays. Quand nous nous sommes présentés devant nos amis espagnols, britanniques, allemands, italiens et belges, nous avons parlé de ce qui est en France une formule convenue : *l'esprit de défense*. Nous avons constaté que cette formule était vide de sens pour tous nos interlocuteurs qui pensent plutôt à *la volonté de défense*. Derrière cette différence de vocabulaire il y a je crois la nécessité, pour construire l'Europe de la défense, d'approfondir les relations entre les opinions publiques en fonction de leurs histoires réciproques. Nous parlons de défense armée-nation en France mais il est

certain que, pour un citoyen allemand d'aujourd'hui, le mot « nation » n'a pas du tout le même sens que pour un Français ; il a plutôt une connotation nationalisme, si ce n'est même national-socialisme qui est complètement étrangère maintenant à la perception des citoyens allemands et leur relation est plutôt à la Constitution de la République fédérale qu'à la nation en tant que telle. Par exemple, en Allemagne, nous avons des soldats qui sont des citoyens en uniforme alors que, en France, nous avons toujours le concept de soldat-citoyen. Il me semble donc nécessaire d'approfondir ces différents concepts.

À l'occasion de cette très intéressante réunion je voulais dire que nous creusons notre chemin dans cette voie, parallèlement aux autres aspects que vous pourrez développer dans l'Assemblée et dans EuroDéfense.

Merci de votre attention.

M. MARIANO DARANAS, Délégation espagnole

Je voudrais reprendre deux points qui ont fait ici l'objet d'une mention assez attentive.

- Tout d'abord le point soulevé par M. Bársony lorsqu'il disait fort justement que l'immense majorité des gens de la rue ne savent pas ce que sont les "missions Petersberg". C'est là un point important. Je crois qu'il faudra penser à une sorte de campagne de « publicité », même si le terme peut paraître un peu frivole, disons propagande –mais c'est aussi un mot suspect– enfin, une sorte de campagne d'instruction du public sur la signification de certaines notions dont l'application pratique peut avoir des conséquences directes sur la vie et sur la situation économique et fiscale des citoyens. On peut penser à cela, ce ne sera pas tellement difficile à faire. **Il faut tout d'abord instruire l'opinion publique**, dire aux gens ce qui se passe.
- **Sur le plan parlementaire**, on pourrait songer (il est vrai que c'est difficile parce que les calendriers parlementaires sont très chargés) à une institutionnalisation, une **régularisation des débats sur la défense**, en leur donnant évidemment une dimension plus globale que jusqu'à présent, c'est-à-dire englobant la notion de sécurité aussi bien intérieure qu'extérieure dans la notion de défense. Il faudrait que les parlements nationaux consacrent au moins une séance plénière à chaque session (au moins chaque année, car il y a des parlements où l'année comporte deux sessions) au problème de la défense et de la sécurité en général. Cela pourrait être une contribution modeste mais néanmoins visible, spectaculaire. Étant fonctionnaire parlementaire moi-même, je suis conscient des difficultés, les calendriers sont très chargés mais il faudrait tout de même faire un effort.

M. LUIS MARIA DE PUIG

Voilà pour le premier tour d'intervention de la salle. Je demande la réaction de la table.

M. ANDRAS BÁRSONY

Pour répondre à M. Wilkinson, je suis tout à fait d'accord, y compris avec son expression « *obsession institutionnelle* ». C'est vrai, il y a une sorte d'obsession institutionnelle sur tous les volets de l'intégration européenne et qui parfois masque un petit peu le fond du problème.

Je vais vous parler d'un point extrêmement délicat et qui est un peu lié à la crise actuelle. Tant l'article V du Traité de Washington que celui du Traité de Bruxelles montrent que chaque fois qu'il y a un défi nous devons travailler ensemble. C'est très bien sur le plan politique mais cela pose tout de même un petit problème juridique : **si on utilise l'article V pour agir, est-ce que les pays qui agissent sont en état de guerre ou pas ?** La question peut paraître très rhétorique mais elle est très importante pour les citoyens de base. Si un scénario dramatique se produisait demain, si un acte terroriste se produisait, touchant un certain nombre de pays qui agissent dans le cadre de l'article V, certaines compagnies d'assurances se demanderaient s'il faut ou non rembourser les personnes concernées car dans toutes les polices d'assurances il y a toujours cette phrase « *sauf en cas de situation de guerre* ». Je vous garantis que je ne suis pas agent d'assurances mais c'est un bon exemple, qui montre bien qu'il faut que nous sachions exactement de quoi nous parlons. Nous, entre politiques, nous pensons parler de la même chose mais lorsqu'il s'agit de parler de la vie quotidienne de nos citoyens ce sont des questions qui ne sont pas suffisamment explicitées, des problèmes auxquels nous ne pensons pas sauf lorsqu'ils se posent dans la pratique. Or l'article V a à peine vingt ans. Nous devons donc nous concentrer non pas tant sur la terminologie, sur les expressions à employer mais sur le fond : que ferons nous s'il se passe quelque chose ?

Permettez moi maintenant de revenir sur le titre de notre colloque : *Construire l'Europe de la défense. Construire*. Dans mon expérience, construire ou reconstruire, cela commence tout de suite après la fin d'une guerre ; techniquement et aussi sur le plan politique c'est généralement ainsi que l'on voit les choses. Mais ensuite il faut en tirer les conséquences. Les conséquences de la guerre du Golfe, les conséquences de tout ce qui s'est passé dans les Balkans font que nous devons nous demander si nous sommes vraiment en train de reconstruire dans ces régions. Mes réponses seront là beaucoup plus pessimistes que celles de mon collègue journaliste –il est très difficile pour les politiques de nous disputer avec des journalistes parce qu'en général nous perdons. **Sommes nous véritablement en train de reconstruire quelque chose après une crise dans les Balkans ?** Ce n'est pas vraiment le cas et en tout cas nous ne pouvons pas dire que ce soit un exemple à suivre.

Je réponds maintenant aux deux autres orateurs sur le débat parlementaire, le contrôle parlementaire. De ce point de vue, dans les parlements démocratiques des pères fondateurs de l'Union européenne il n'y a pas eu le moindre débat parlementaire sur ces questions de politique étrangère. Quand nous parlons de construire le débat démocratique sur la politique étrangère et la politique de défense de l'Union européenne, comment faire pour impliquer l'opinion publique si les parlementaires eux-mêmes ne s'y intéressent pas, n'en parlent pas. Sur ce point je suis tout à fait d'accord avec vous.

En ce qui concerne la défense, j'ai été dans l'armée pendant onze mois et j'ai étudié les séances politiques et en particulier tous les aspects de défense. La question de l'armée de conscription ou de l'armée professionnelle est une question qui se pose dans de nombreux pays. Malgré ma propre expérience, je dois vous dire que si on a une armée de conscription on se donne bonne conscience : tous les hommes –dans certains pays les femmes également– ont reçu la formation nécessaire, nous avons fait ce qu'il fallait et nous ne sommes plus responsables. Mais n'oublions pas que ces armées de conscription –et c'est là que les statistiques me posent problème– sont pratiquement impuissantes face aux nouveaux défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. La seule réponse possible c'est une armée professionnelle structurée de façon tout à fait différente. Construire l'esprit de la défense dans l'opinion publique, cela ne

revient pas simplement aux caporaux ou aux colonels de l'armée mais en fait cela incombe aux politiques. **C'est aux politiques de construire cet esprit de défense**, même chez ceux qui n'ont pas servi dans l'armée pour une raison ou pour une autre. Je sais que c'est certainement beaucoup plus difficile que d'appeler les gens à la conscription.

M. IOAN MIRCEA PASCU

Il semble que le temps des questions soit passé de Bucarest à Paris. Merci beaucoup de toutes ces questions, mais ne tirez pas de fausses conclusions ; les Roumains m'ont posé beaucoup de questions mais cela ne signifie pas qu'ils n'ont pas l'occasion de le faire ailleurs.

M. Sögor Karaï et moi-même représentons la même circonscription au Parlement et nous nous rencontrons très souvent. Je suis aujourd'hui ministre parce que mon parti est au pouvoir, tout simplement, mais j'ai été parlementaire, c'est vrai.

Vous me dites qu'il y a une distinction très importante entre les différentes institutions, c'est vrai. Chaque fois que nous nous présentons devant le Parlement il y a deux dimensions : une dimension obligatoire, et quand les parlementaires sont suffisamment professionnels ils posent des questions spécifiques et, en tant que ministres, nous devons y répondre. C'est une question de tradition mais c'est également une question de conscience professionnelle, d'honnêteté. Et puis il y a une dimension volontaire, ce que l'on fait volontairement et qui est tout aussi important, voire plus important, parce que c'est cela qui crée les bons réflexes. Or, nous sommes dans une phase où nous devons créer ces bons réflexes et nous devons nous auto-enseigner à faire les choses correctement. Il y a eu beaucoup de choses dans le passé que les ministres n'étaient pas prêts à partager avec les parlementaires. J'essaie justement de changer cette tradition et je puis dire à mes collègues qu'en tant que parlementaire j'ai été suffisamment déçu et frustré pour essayer, en tant que ministre, de corriger les choses.

Autre point. J'examinais les résultats du sondage qui nous a été présenté ici. Les institutions les plus populaires dans notre pays sont les forces armées et l'église ; parfois l'église vient en premier tout de suite après les forces armées ou vice versa. Cela signifie que dans notre partie du monde les croyances sont très importantes et sans doute croyons nous au miracle pour être intégrés dans l'Union européenne ! Je ne sais plus ce que nous devons faire pour pouvoir être acceptés.

Quel est le problème nouveau qui se pose depuis le 11 septembre ? Huit jours après le 11 septembre nous nous sommes déclarés un allié de facto de l'OTAN et le Parlement roumain a autorisé la traversée de notre espace maritime, de notre espace aérien, etc. Donc, vous le voyez, notre réaction a été fort rapide, très claire et la population y a réagi favorablement à 52 %. Certains ont dit qu'à peine 50 % de la population avait approuvé cette réaction, d'autres ont dit au moins 50 ; toujours est-il que la majorité de notre population était en accord avec les décisions prises en la matière par le ministère de la défense, ce qui vous montre que nous avons le soutien de l'opinion publique, majoritairement. Bien sûr, cela dépend du degré de participation, de la façon dont on est affecté (si l'on est directement touché ou pas) ; ce sont des facteurs qui font que l'opinion publique change. L'opinion publique réagit de façon très émotive à un grand nombre de choses, c'est un facteur à prendre en compte. Voilà les informations que je pouvais vous donner, au point où nous en sommes aujourd'hui par rapport au conflit. Je vous remercie beaucoup d'avoir été disponibles pour m'écouter.

M. CLAUDE DEHOUCK

M. De Puig disait tout à l'heure que la politique était de la pédagogie, je voudrais revenir sur deux notions évoquées plusieurs fois. La notion de *missions de Petersberg* qui a été critiquée et que j'ai utilisée tout à l'heure pour regrouper certaines missions et l'expression de *dividendes de la paix*.

- **La notion de missions de Petersberg.** Je tiens à appeler l'attention de tous les participants de ce colloque sur le fait qu'à aucun moment dans le sondage, lorsque les questions étaient posées aux différents Européens, on n'a parlé de missions de Petersberg. Il s'agissait d'effectuer des missions humanitaires, participer à des missions de maintien de la paix avec ou sans l'ONU. Qu'il soit bien clair dans l'esprit du public que le mot de Petersberg n'a pas été évoqué.
- Pierre Bayle évoquait tout à l'heure **la formule malheureuse des dividendes de la paix** et puisque la politique c'est de la pédagogie, Monsieur le Ministre, quand vous disiez que les dividendes de la paix avaient disparu je crois qu'en fait ils n'ont jamais existé parce que cette expression est fautive. Cette expression a été utilisée par les politiques pour diminuer les budgets de la défense, en général, en disant que, puisque la situation était plus favorable, il convenait de diminuer les budgets. Dans la vie économique chacun sait que le dividende est le fruit du travail et du résultat ; c'est donc la paix qui est un dividende des efforts faits en matière de défense. Si l'on veut toucher les opinions publiques il faut utiliser des bonnes expressions car, effectivement, en utilisant des notions de dividendes de la paix ils conçoivent tout de suite qu'ils ne doivent pas donner d'argent. En revanche, quand on leur dit que la paix est le résultat d'un effort je crois qu'ils comprennent à ce moment-là qu'il faut faire des efforts.

M. UMBERTO CAPPUZO

Monsieur le Président, j'aimerais revenir à cette *obsession institutionnelle*. Je crois qu'il ne faut pas exagérer. On en revient toujours au même problème en fin de course. On a mentionné aussi l'article V du Traité de l'Alliance atlantique, mais *quid* de l'article V du Traité de l'Union de l'Europe occidentale, l'a-t-on oublié ? Que faisons nous pour ne pas oublier en cours de route cet article ?

J'en viens à la déclaration de l'Amiral Lacoste. Je suis d'accord avec vous mais je me pose des questions. Que sera cet esprit de défense dans nos sociétés de plus en plus multiculturelles, elles le sont déjà et le seront davantage encore dans l'avenir ; que sera cet esprit de défense dans de telles circonstances ? La question est importante et il faudra lui trouver une réponse car de nombreuses personnes viennent dans nos pays, vivent dans nos sociétés, y apportent leurs problèmes antérieurs. N'oubliez pas ce qui s'est passé à Belfast, la protestation des Pakistanais pour essayer que l'on fasse droit à leur propre problème en Grande-Bretagne. Il faut essayer de voir les différents aspects de la sécurité et celui-ci en est un. **Qu'allons nous perdre si nous allons sans réserves vers une armée professionnelle –volontaire donc– pour faire face à nos problèmes internes ?** Quand je parle des problèmes internes, il s'agit des problèmes de nos sociétés qui sont certes ressentis par la population.

On nous parle beaucoup des missions de Petersberg. Après le 11 septembre il a fallu revoir les choses. À Londres aussi, dans le communiqué final, nous avons insisté sur le fait qu'il nous faut nous diriger vers des missions différentes de par leur nature. Nous ne pouvons pas tolérer *ad vitam aeternam* cette instabilité à nos frontières si nous ne voulons pas avoir de nouveau un Kosovo, une Bosnie, etc. Il va nous falloir repenser la défense et la sécurité dans un contexte différent. Le problème des volontaires face à l'armée d'appelés demeure.

M. LE SENATEUR ANDREA MANZELLA. Italie

Je voudrais soumettre trois observations aux participants.

- La première observation me vient à l'esprit à la suite de nombreuses interventions que nous avons entendues. Le 11 septembre a modifié profondément la stratégie des États-Unis mais, attention, cet événement n'a pas modifié seulement la stratégie militaire des États-Unis mais aussi la stratégie politique, à un niveau beaucoup plus profond par rapport à l'époque où les États-Unis sont devenus la grande puissance mondiale. Le 11 septembre a donc enseveli une fois pour toutes

l'isolationnisme américain. L'administration Bush a été qualifiée de "bilatéraliste"; ce que l'on peut dire en tout état de cause c'est que les États-Unis ne sont plus seuls et ne peuvent plus rien faire tout seuls. **Le 11 septembre, l'Europe, malgré elle, est devenue un acteur global à côté des États-Unis.** C'est une chose importante et nos opinions publiques devraient le savoir, c'est prioritaire.

- Deuxième fait que nos opinions publiques devraient connaître : **désormais la menace n'est plus extérieure mais elle est parfaitement interne.** En d'autres termes, il est impossible de différencier la menace externe de la menace interne. La sécurité internationale est une, c'est la même chose que la sécurité interne. Il y a une profonde imbrication, une compénétration entre la politique de sécurité extérieure et la politique de sécurité interne ; c'est la raison pour laquelle il est maintenant plus facile d'expliquer à l'opinion publique que parmi les missions de Petersberg, parmi les missions humanitaires, il y a aussi la lutte contre le terrorisme.
- Troisième message à l'adresse de l'opinion publique : des compliments, des louanges. J'ai lu les statistiques, **l'opinion publique européenne réagit à ces demandes dans un véritable esprit européen.** Face aux menaces l'opinion publique comprend qu'il faut que l'Union européenne dans son ensemble réagisse, elle comprend qu'il est important que les décisions sur le terrain, les décisions opérationnelles soient prises par les États qui emploient leurs propres contingents. Nous sommes totalement dans le principe de subsidiarité, subsidiarité européenne et subsidiarité militaire dans ce cas. C'est à l'Union européenne de prendre les décisions, de fixer la stratégie, les lignes, les décisions opérationnelles. La possibilité de se retirer, en revanche, incombe aux États qui, eux, envoient leurs contingents, leurs soldats.

Encore quelques observations qui découlent des précédentes.

De quelle Union européenne parlons nous ? Celle d'hier, à Londres ; « *Devine qui vient dîner...* » —c'est ce que titre *Le Monde* aujourd'hui— ? Non. À Nice on a fait quelques pas en avant et **nous devons faire comprendre à l'opinion publique quelle est cette Union européenne qui décide**, qui a le dernier mot. Donc, lorsque l'on parle de responsabilités, la confusion entre Prodi, Solana, Patten, Lamy doit être éliminée.

Il faut aussi préciser ce que l'on entend par « contrôle parlementaire de la politique de la défense ». De ce point de vue, même si nous parlons ici dans le sein de l'UEO, il ne faut pas oublier que l'UEO est appelée à disparaître et donc cette idée selon laquelle on fait de la politique de défense quelque chose de distinct va disparaître car la politique de la défense se concevra avec toutes les autres politiques européennes, dans un ensemble. D'où la **nécessité d'avoir un contrôle parlementaire imbriqué, Parlement européen/ Parlements nationaux** —sans envisager des organismes ad hoc, c'est autre chose. Ce seront ces parlements qui seront chargés de la défense.

Mme ADRIANA AHCIARLIU. Roumanie.

J'ai une question à poser à M. András Bársony. En ce qui concerne les actions que vous avez mentionnées, vous avez dit que certaines actions devaient être soumises au contrôle parlementaire. Je représente la société civile, je travaille pour une banque privée en Roumanie, en tant que simple citoyenne je vous pose la question suivante : **jusqu'à quel niveau faut-il vraiment ce contrôle parlementaire ?** Mon opinion est que les citoyens n'ont pas besoin de connaître toutes les procédures en détail. Ils doivent connaître l'utilisation du budget auquel ils contribuent et dans quelle mesure ce budget est utilisé pour renforcer leur stabilité et la paix dans leur pays. Ils ont besoin de savoir quel est le volume de la contribution qu'ils doivent apporter pour que cette paix, cette stabilité, leur soit assurée. L'opinion publique, par ailleurs, considère que les partis politiques ne représentent que 18 % d'opinions favorables dans l'Union européenne. Quant à l'armée, elle représente les aspects pratiques de l'Exécutif et elle recueille dans nos pays une grande partie de l'opinion favorable.

Intervenant non présenté - Journaliste (**M. AUGUST VON KAGENEK ?**)

EADS est une première sérieuse tentative de bâtir une défense européenne par l'armement commun pour nos armées futures. Nous constatons que le grand projet américain d'un *Joint Strike Fighter* (JSF) a été rejoint par la Grande-Bretagne mais sous la forme de sa firme BAe Systems. Cette décision britannique n'est-elle pas un très sérieux coup pour la formation d'un armement commun en Europe ?

M. ALVYDAS MEDALINSKAS. Lituanie

Je voudrais tout d'abord remercier tous les participants à cette table ronde, je crois que le débat était particulièrement intéressant.

- **Ma question concerne le sondage effectué auprès de l'opinion publique.**

J'ai été frappé par les résultats de ce sondage. Les membres de l'Assemblée de l'UEO pourraient-ils nous procurer une copie des résultats de ce sondage, tels que vous les avez montrés sur les transparents ?

Le point de ce sondage qui me semble le plus frappant est que l'opinion publique dans l'Union européenne soit tout à fait favorable à renforcer l'armée et que l'armée soit considérée comme l'une des institutions les plus fiables.

Deuxième point : la plupart des personnes dans l'Union européenne souhaiteraient que ce soit l'Union européenne qui gère les crises plutôt que l'OTAN : 70 % étaient favorables à l'Union européenne, 30 % à l'OTAN. Je me suis demandé pourquoi la Finlande était à la première place : 90 % de l'opinion publique est favorable à l'armée, c'est peut-être à cause d'un passé un petit peu troublant. Pouvez-vous me dire **pourquoi, dans les autres pays, l'opinion publique est si favorable à l'armée, pourquoi la trouve-t-elle particulièrement fiable ?** Je pense que si l'opinion publique est favorable à l'armée c'est parce qu'elle comprend qu'il y a aujourd'hui une nouvelle réalité. Les pays de l'Union européenne pourraient saisir cette occasion pour augmenter leurs budgets de défense afin de créer précisément cette identité de sécurité et de défense européenne, la créer dans les faits et pas seulement dans de belles paroles. Peut-être l'occasion est-elle venue d'augmenter les budgets pour que tout ceci devienne une réalité. Dans ces pays, certaines personnes disent avoir confiance dans l'armée peut-être parce qu'elles estiment de pas avoir besoin d'un budget supplémentaire, ce que font les forces armées étant suffisant. C'est une question que je voulais vous poser également.

- **J'ai une autre question sur les institutions.**

Est-ce que les opinions publiques savent véritablement quelle est l'importance des décisions de l'Union européenne ? Dans quelle mesure l'Union européenne aujourd'hui

pourrait mettre en œuvre des décisions en matière de politique étrangère et de sécurité commune ? La crise des Balkans est peut-être un exemple. Il serait bien sûr souhaitable que les Balkans représentent une sorte de défi pour l'Union européenne aujourd'hui et que ce qui s'est passé dans les Balkans pousse l'Union européenne à construire une véritable politique européenne de sécurité et de défense. Mais les opinions publiques sont-elles véritablement conscientes de ce que peut faire ou ne pas faire l'Union européenne, de ce que pourrait faire l'OTAN en cas de crise sur le continent européen ? Quelles sont les véritables motivations de l'opinion publique en la matière ?

- Enfin, dernière question : quel jour exactement ce sondage a-t-il été réalisé ? C'est très important pour bien comprendre ce qu'il reflète.

M. GUY PETIBON. EuroDéfense France

Tout à l'heure, le Président-sénateur-général Cappuzo a conclu sa très brillante intervention par le fait que le noyau stratégique se déplaçait à l'est. Le temps ne lui a pas permis de dire ce qu'était « à l'est » ; à l'est des Balkans, ce sont les Carpathes, c'est l'Oural, le Pacifique ? J'ai été très frappé ces dernières semaines, alors que beaucoup s'interrogeaient sur l'Afghanistan, par une image qui a fait le tour du monde pendant toute une semaine et ce n'est pas par hasard qu'elle était venue du pays où est né Sun Tseu qui sait parler à l'opinion publique. Tout le monde a vu pendant huit jours trois chefs d'États avec des tuniques chinoises. Ce n'est pas par hasard que l'on avait offert les tuniques bleues aux nobles étrangers mais que l'on avait gardé la tunique impériale –la tunique rouge– pour le pays qui recevait. N'est ce pas là que va se passer l'essentiel des jours suivants ? On a parlé de l'Afghanistan ; pour ceux qui ont la chance de sortir du lac de Band-é-Amir, de monter au-dessus de Bāmiyān, sur les contreforts des montagnes, par très beau jour ils voient la plaine de Samarcande. Nous croyons que l'Afghanistan est à l'est mais l'Afghanistan est au centre des civilisations. Les deux plus grandes civilisations qui nous ont marqués ces derniers millénaires sont : l'une de Méditerranée, l'autre de Chine, où passait la route de la soie et, au milieu, il y avait l'Afghanistan. Tout cela pour dire que je ne voudrais pas, en particulier après les questions-réponses que j'ai entendues de l'opinion publique, que construire l'Europe consiste à remplacer les lignes Maginot nationales par une ligne Maginot européenne. Je crois qu'à partir du moment où on veut simplement se préoccuper de défendre l'Europe dans ses murs, la guerre est finie. Notre propos est d'être une des grandes entités motrices du monde, cela va se passer dans le Pacifique, cela s'y passe déjà au plan industriel et va bientôt s'y passer au plan diplomatique et défense. Mon propos devient important pour l'Europe : j'ai eu la chance que mon pays, la France, ait été capable, seule, d'y être représentée pendant quelques siècles, je ne crois plus qu'elle en soit capable maintenant et, justement, l'Europe en est peut-être capable. Pour résumer ma question –qui je le reconnais est un peu une déclaration– **peut-on enfermer l'Europe dans une ligne Maginot européenne ou faut-il avoir une ambition planétaire ?** Merci.

M. IGNASI GUARDANS. Espagne

Je voudrais faire un commentaire, mais un commentaire qui peut soulever des questions. D'abord une affirmation qui peut paraître évidente mais que je tiens à exprimer après ce que nous avons entendu ici. Je crois qu'**une opinion publique européenne, cela n'existe pas**. Il est important d'y penser et de ne pas l'oublier un seul instant. Il n'y a pas une masse d'opinions publiques en Europe qui bouge suivant les mêmes impulsions, qui regarde le même journal télévisé, lit les mêmes journaux, écoute la même radio, les mêmes leaders politiques dans une conférence de presse, qui vote simultanément (même les élections au Parlement européen ne sont qu'une succession simultanée d'élections indépendantes avec des campagnes électorales indépendantes). Donc, c'est un problème qui touche l'ensemble de la construction

européenne et pas seulement la politique de défense ou le rapport entre la politique de défense et l'opinion publique. Il n'y a pas une opinion publique européenne, il y en a quinze, mais la liste des opinions publiques que nous avons vue dans le sondage présenté est une liste qui a été rédigée pour des raisons politiques. Ce sont les membres de l'Union européenne. Mais il n'y a rien entre ces pays qui les lie davantage ou moins que si l'on avait mis là la Nouvelle Zélande, la Bulgarie, la Roumanie ou n'importe quel autre État qui puisse être considéré comme plus proche de nous que le Maroc du point de vue d'une certaine réaction devant les nouvelles du monde. Cette assistance a parlé de l'opinion publique européenne comme si une telle chose existait mais il n'y en a pas, pas du tout. On pourrait peut-être parler d'une opinion publique anglo-saxonne et alors il faudrait voir ce qu'on en pense, même à Delhi. Mais en tout cas en Nouvelle Zélande, en Australie, au Canada en grande partie et aux États-Unis ; là il y a une opinion publique parce qu'ils regardent les mêmes médias, communiquent entre eux, écoutent le même leader, mais pas en Europe.

Deuxième commentaire. Je suis d'accord, mais avec des limites, avec des orateurs que nous avons entendus aujourd'hui ou lors du récent colloque organisé avec la Commission politique de l'Union européenne occidentale et la Douma russe à Moscou, à propos de cette affirmation que l'on commence à faire très souvent : le 11 septembre a bougé la frontière entre sécurité intérieure et sécurité extérieure ; de fait, la réflexion que nous avons menée à propos de la sécurité dans le monde ne peut plus se limiter à la sécurité internationale. Il y a évidemment beaucoup de vrai dans cette affirmation, c'est certain, mais je crois que ce qui est surtout vrai, c'est qu'il faut réfléchir beaucoup sur ce point. Je dis cela parce que si l'on parle de défense, sécurité et opinions publiques, on pense par exemple aux Balkans ; à de nombreuses reprises nous avons comparé ici les Balkans et ce qui se passe aujourd'hui, comme s'il y avait un certain lien dans le sens d'évolution de la réaction militaire. Cela n'a rien à voir, du moins pour l'opinion publique espagnole dans son ensemble que je connais davantage (et particulièrement catalane). **L'action armée aux Balkans n'était pas une réaction contre une menace, dans d'autres pays peut-être mais pas chez nous, c'était la coopération humanitaire menée à terme par les moyens militaires parce qu'il n'y en avait pas d'autres.** Il s'agissait de sauver d'autres gens d'une menace qui leur était propre mais pas un seul Espagnol ne se sentait menacé par Milosevic ou par ce qui se passait à Sarajevo. Cette solidarité avec le drame de quelqu'un d'autre a justifié de soutenir une réaction armée, aller aider quelqu'un d'autre qui souffrait. Mais le même état d'esprit aurait soutenu l'Europe si éventuellement elle avait décidé d'aller dans les grands lacs en Afrique. Chez nous c'est exactement la même réaction. Nous étions plus proche des gens de Sarajevo que des gens du Zaïre mais l'état d'esprit était le même : réagir militairement devant un drame et non pas réagir devant une menace à la sécurité ou quoi que ce soit. Pourtant, évidemment, après le 11 septembre, le discours diffère. Il y a deux sortes de gens chez nous : ceux qui considèrent qu'il n'y a pas du tout de menace, même maintenant, et donc ne justifient pas du tout l'action militaire, ou ceux qui admettent qu'il y a une menace et, parce qu'il y a une menace, acceptent une action militaire. Le discours est tout à fait différent. Faire ce saut de sécurité intérieure et extérieure amène à quelque chose qui serait tout à fait inacceptable (du moins dans l'opinion publique que je connais le mieux) qui serait de mélanger les moyens militaires à la sécurité intérieure. Chez nous, tout ce qui concerne le discours de défense dans tous ses éléments n'a qu'une justification : lorsqu'il touche la sécurité extérieure. Pour la sécurité intérieure ce n'est ni le discours militaire, ni la réaction militaire ou la façon de penser militaire qui entrent en jeu et on n'accepterait pas du tout qu'un discours basé sur les coordonnées militaires pour ainsi dire soit appliqué à des problèmes de sécurité intérieure. Je sais que ce sont des idées un peu confuses mais, justement, je crois qu'il faudrait y réfléchir davantage. Merci.

M. ZMAGO JELINCIC. *Slovénie. Membre de l'Assemblée de l'UEO*

Le titre de ce colloque est *Construire l'Europe de la défense avec le soutien des opinions publiques*. Pour ce faire il faudrait emporter la croyance, la foi du public ; nous avons vu les statistiques tout à l'heure donc on peut toujours dire que le verre est à moitié plein ou à moitié vide, c'est une question de point de vue. Le public a demandé ce que voulait l'Europe, jusqu'où devait aller la défense. Est-ce une défense pour tous, partout dans le monde ou est-ce une défense pour l'Europe, pour l'hémisphère occidental ? Pensez-vous qu'après les attaques terroristes, après ce nouveau terrorisme, les opinions publiques de chaque État voudront une défense qui ne s'applique qu'à eux, par simple peur du terrorisme dans leur arrière-jardin, ce qui voudrait dire que les Français ne s'intéresseraient qu'à la France, les Allemands à l'Allemagne, les Italiens à l'Italie, etc. Comment éviter cette dérive qui provient de la peur accrue du terrorisme ? Est-ce que l'opinion publique croira aux déclarations gouvernementales ? Comment obtenir cette confiance du public : en informant l'opinion publique sincèrement ou en passant par la propagande gouvernementale ?

M. MIKE HANCOCK. *Membre du Parlement britannique*

Je suis un peu étonné que les gens soient surpris que les forces armées aient la confiance de l'opinion publique. En effet, elles sont le seul élément dans nos sociétés qui a toujours des excuses toute prêtes pour tout ce qui ne fonctionne pas. L'expression favorite des militaires est « ce n'est pas notre faute, c'est la faute des politiques, sinon des équipements, sinon du calendrier ». Je n'ai jamais lu de mémoires de généraux ou d'amiraux qui aient reconnu que c'était de leur faute quand les choses ont mal tourné, c'était toujours la faute de quelqu'un d'autre. Nous savons très bien que les militaires ont toujours quelqu'un d'autre à blâmer et c'est aux politiques de devoir assumer toutes les responsabilités et toutes les erreurs. Je me demande si les opinions publiques savaient ce qui se passait en 1915 lorsque le Général Heyse a fait tuer cinquante mille personnes en une journée pour gagner quelques mètres de terrain ? Je pense que l'opinion publique n'était pas vraiment au courant mais, après, il a eu une excuse toute prête pour dire que ce n'était pas lui qui avait pris la décision mais les politiques. Ne nous étonnons pas si les opinions publiques sont favorables aux forces armées, c'est parce que les forces armées ne font qu'obéir à ce que leur disent de faire les politiques, qui eux-mêmes prennent des décisions dictées par les médias.

Notre collègue de Hongrie nous demande si les opinions publiques savent ce qui se passe ? Mais est-ce que nous leur disons ce qui se passe, quelles sont les véritables menaces, les menaces contre les centrales nucléaires, les menaces contre les poudrières ? Si on leur disait quels sont les véritables menaces et les véritables risques aujourd'hui, la seule chose qu'ils feraient serait de s'enfermer chez eux... c'est la seule chose qui les rassurerait. Comment informer l'opinion publique et comment protéger le public ? La plupart des risques auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui n'ont pas de solution, nous ne savons pas comment nous en défendre, pas plus que nous ne savons comment empêcher les avions de s'écraser sur le World Trade Center. Si la volonté est là, comment s'en défendre ? À moins d'empêcher tous les avions de traverser l'espace aérien américain et ce de façon indiscriminée ; cela est impossible. En fait, nous ne pouvons informer l'opinion publique véritablement que dans la mesure où elle le souhaite.

La plupart des gens ne sont pas prêts à affronter les véritables conséquences de ce qui se passe aujourd'hui. Voilà pourquoi ce sont les politiques qui doivent prendre des décisions très difficiles. Voilà pourquoi nous, parlementaires, sommes confrontés à ce dilemme : **qui défend nos peuples en Europe aujourd'hui** : l'OTAN, l'Union européenne, l'UEO ou d'autres ? Ceux qui prennent les décisions aujourd'hui ne sont pas élus ; M. Solana, M. Patten ne sont pas élus, ils n'ont pas de mandats hormis ceux que nous, politiques, leur donnons. Nous avons en quelque sorte transféré nos responsabilités. Nous n'avons qu'à nous blâmer nous-mêmes, nous avons d'une

certaine façon abandonné une partie de nos responsabilités. Nous sommes partis de régimes qui sont au pouvoir aujourd'hui dans les États de l'Union européenne et qui ont abandonné leurs responsabilités à tous ces commissaires européens qui ne sont jamais élus. J'ai entendu un journaliste parler de l'Afghanistan : « je suis à quelques kilomètres de ces tapis de bombes qui tombent sur l'Afghanistan ». On lui a demandé ce que l'on bombardait exactement et il a dit « je n'en sais rien ». Il était pourtant à un kilomètre et demi mais il ne savait pas ce qui était bombardé. Après, nous sommes revenus au studio de CNN où un militaire à la retraite disait : « mais ce n'est pas du tout un tapis de bombes, moi je peux vous dire ce que c'est un tapis de bombes, ce sont des centaines d'avions qui bombardent à la fois ». Ensuite, les politiques se diront que le lendemain il faut envoyer davantage d'avions bombarder, ainsi le militaire à la retraite dira que c'est un vrai tapis de bombes et, ainsi, le journaliste sera content parce qu'il aura eu raison... c'était un vrai tapis de bombes. Voilà dans quelle impasse nous nous trouvons aujourd'hui parce que les politiques sont confrontés à des critiques permanentes de leurs actions.

Général FRANÇOIS BRESSON. EuroDéfense France

Bien que militaire je n'engagerais pas le combat avec mon prédécesseur car c'est un terrain humoristique sur lequel je ne saurais me mesurer à lui. Je voulais simplement faire deux remarques avant de poser une question ; remarques qui rejoignent ce qui a été dit aussi bien à la tribune que dans la salle, je serai donc très bref.

- Première remarque. **L'opinion publique** est certainement quelque chose de fluctuant, de versatile, mais elle a **quand même un certain bon sens**. Nous pouvions en voir des preuves dans le sondage ou dans ce qui a été dit par ailleurs. Quand elle met en priorité les menaces qui sont de vraies menaces de défense et non pas les missions de Petersberg, elle dit simplement tout fort ce que nous n'osons pas dire tout bas. Mais pour le moment la défense de l'Europe ne s'occupe malgré tout que de choses « secondaires » même si elles sont importantes.
- Deuxième remarque. Il est peut être difficile de construire quelque chose sur les opinions publiques –comme disait notre camarade Pierre Bayle– mais en démocratie on est un peu obligé ; le problème est qu'il n'y a pas une opinion publique européenne et je suis là aussi un peu sur ma faim que nous n'ayons pas assez insisté sur les divergences des opinions publiques qui étaient d'ailleurs manifestées dans le sondage et dans les diverses interventions. **Un de nos problèmes de construction de l'Europe n'est-il pas justement la diversité de nos peuples, de nos histoires et donc des réactions de nos citoyens**. Je crois qu'il ne faut surtout pas mettre de côté ce problème, il est fondamental.

J'en reviens à ma question sur le sujet d'aujourd'hui plus précisément. Le sujet d'aujourd'hui est bien de faire converger nos opinions qui sont très différentes et les faire converger sur quoi ? Du point de vue de la défense c'est toujours la même chose : sur la perception des menaces ou des risques qu'elles ont de façons très diverses –nous l'avons constaté– et aussi sur la perception de la communauté de destin car si nous n'avons pas la perception commune des menaces et la perception commune d'un destin commun on ne peut pas travailler ensemble dans le domaine de la défense. Donc, premier problème : **comment faire converger nos opinions publiques ?** Là, je transforme cette question en question d'appel, aussi bien aux orateurs que dans la salle et en particulier aux représentants des pays que nous n'avons pas encore beaucoup entendus me semble-t-il : chez vous, à votre place (parlementaire ou autre), que faites vous pour faire converger votre opinion publique avec les autres opinions publiques européennes ?

M. ANDRE DUMOULIN. Université de Liège (Belgique)

Nous avons parlé évidemment du travail qu'a réalisé le Ministre Flahaut concernant les sondages. Il est clair qu'un des éléments le plus important de ce sondage est qu'il y a tout de même une convergence et un soutien d'une majorité d'Européens par rapport à la PESD, chose relativement peu connue mais c'est en tout cas une confirmation. Les organisateurs de ce sondage au niveau européen ont alors posé la question de savoir comment, à partir de là, avoir le soutien des opinions publiques – puisque nous ne pouvons pas avancer dans le domaine de la PESD sans le soutien des opinions publiques – que ce soit au niveau des budgets et bien entendu au niveau des autres concepts plus particuliers comme la définition des risques ou la manière de gérer les forces armées.

Au-delà de la question de ce sondage, il convient de souligner l'intérêt qu'a eu la présidence belge par la suite d'organiser un séminaire fermé à partir d'une étude que j'avais en partie réalisée sur la question de la comparaison des documents officiels, Livres blancs des pays membres de l'Union. L'analyse de cette étude comparative de documents strictement officiels a révélé un certain nombre d'éléments de convergence qui pouvaient pousser probablement les Quinze à aller de l'avant, pour peut-être un jour établir un document officiel à quinze sur cette question. L'objectif qui semblerait maintenant être accepté par les quinze capitales est bien, à partir de 2002, de donner mandat à l'Institut d'études de sécurité d'engager une réflexion et surtout une étude conceptuelle sur l'élaboration à moyen terme (je ne dirai pas "Livre blanc" puisque c'est un terme tabou qui a posé nombre de problèmes sémantiques à certaines capitales) d'un document officiel à quinze sur la sécurité-défense. À travers ce document, il y aura probablement les notions de risques et menaces, un certain nombre d'éléments de convergence qui pourraient aussi donner lieu à des documents pédagogiques mais c'est pour le moyen terme, pour bien entendu faire en sorte que les opinions publiques européennes se rejoignent peut-être un jour sur ce qu'est la sécurité-défense.

Dernière réflexion qui est peut-être aussi une forme de question. Un certain nombre de capitales travaillent maintenant sur l'idée de lancer une réflexion sur une nouvelle définition des risques et menaces, et, à travers elle, redéfinir ou réexaminer et clarifier le concept même de missions dites de Petersberg.

M. LUIS MARIA DE PUIG

Je vais demander à mes collègues de la tribune de répondre aux nombreuses questions qui ont été posées.

M. ANDRAS BÁRSONY

Les remarques faites par plusieurs personnes dans la salle ont été particulièrement intéressantes. Je vais commencer par la première question posée par la Roumanie.

▪ ***Le niveau du contrôle parlementaire et la participation budgétaire.***

Je crois que l'aspect budgétaire est en réalité moins important que les questions de fond en matière de politique de sécurité et de défense d'un pays donné. Je ne crois pas que les opinions publiques soient préoccupées uniquement par le contrôle des budgets de la défense. Si vous organisiez un sondage sur les dépenses budgétaires dans chaque pays (en général les instituts de sondages ne le font pas car ce serait la véritable preuve que les opinions publiques veulent telle ou telle chose), il s'avérerait que les gens veulent des impôts très bas et des dépenses budgétaires très importantes. Or c'est la quadrature du cercle, dans tous les pays. Nous n'avons pas assez d'argent pour la défense, pas assez d'argent pour la sécurité, tout pour la sécurité sociale, tout pour le chômage, la retraite ; je trouve cela tout à fait normal d'ailleurs, c'est normal, c'est évident, quand on pose cette question à l'opinion publique. Mais, ensuite, il s'agit d'assumer nos responsabilités et, certes, quand on parle de contrôle parlementaire il faut que le Parlement reflète le sentiment de l'opinion publique mais il faut aussi que les parlementaires assument leurs responsabilités. Là nous devons également nous appuyer sur les ONG.

▪ ***Dans quelle mesure ces sondages d'opinion sont-ils justes ?***

Quand on essaie de comparer des pommes et des poires on ne peut pas vraiment les comparer. Si vous demandez à l'opinion publique ce qui est plus important pour la défense, les forces armées ou les partis politiques, ce n'est pas comparable. En effet, si l'on parle de partis politiques, vous savez que tous les quatre ou cinq ans 60 à 70 % des personnes vont voter, cela veut dire qu'ils ont confiance dans le système. Après on va dire que tel ou tel parti politique est irresponsable parce que justement il obtient moins de 20 % des votes. Donc je crois que toutes ces questions doivent être examinées de façon très sérieuse. Je ne critique pas ici les instituts de sondage, mais ce type de questions ne peut pas nous donner de véritables réponses. Si je vous dis cela c'est parce qu'il faut voir quelle est la situation à l'intérieur de l'Union européenne et dans l'Europe dans son ensemble. Nous parlons de sécurité et de défense européenne ; la sécurité est une question pratiquement consensuelle aujourd'hui mais ce n'est pas du tout le cas de la défense et là je suis tout à fait d'accord avec le parlementaire espagnol qui nous a demandé s'il y avait une opinion publique unique en matière de défense en Europe. Prenons un exemple : les articles V, à la fois du Traité de Bruxelles et du Traité de Washington ; seuls dix des quinze membres des pays de l'Union européenne sont prêts à les accepter. Dès lors, comment pouvons nous parler d'une défense commune –entendons nous, je ne parle pas de sécurité mais de défense. Si mon pays attaquait les autres alors les alliés prendraient cela en compte, cela fonctionne à l'OTAN et cela a fonctionné après le 11 septembre. Mais que se passerait-il, demain, si un pays de l'Union européenne ayant accepté l'article V était attaqué et que les cinq autres ne voulaient rien savoir parce qu'ils n'avaient pas donné leur accord à l'article V ? C'est la véritable question : que se passerait-il à ce moment là ?

Je suis tout à fait d'accord avec notre collègue espagnol. Si vous demandiez à un Finlandais ou à un Espagnol ce qu'ils pensent, ils auraient bien sûr des avis différents.

Le moment venu, l'opinion publique nous reprochera de ne pas l'avoir informée à temps. Prenons une question très grave, très sérieuse. Il y a eu des inondations tragiques dans l'Europe tout entière au cours des deux dernières années et là suis d'accord avec M. Hancock, le devoir de l'armée était très clair : il s'agissait de défendre la vie des personnes et de limiter les dégâts matériels. L'opinion publique était-elle satisfaite ? Je n'en suis pas certain. N'oubliez pas à quel point les forces armées allemandes ont été critiquées au cours de ces inondations, il n'y avait absolument pas 90 % d'opinion publique favorable. Ces forces armées n'ont pas été capables d'aider suffisamment les gens. Donc c'est quand on est confronté aux faits

qu'il faut faire des sondages d'opinion, sinon c'est très théorique. Nous, en tant que politiques et pas seulement en tant que parlementaires, comme l'a dit M. Hancock, nous sommes confrontés à des sondages d'opinion publique tous les jours parce que nous devons nous faire élire et réélire, parfois nous le sommes et parfois non. Sur le plan théorique, il faut attendre d'en avoir des preuves. Nous avons eu des exemples répétés où, le moment venu, les forces armées ne se sont pas montrées aussi professionnelles que ne le reflétait le sondage. Il est certain qu'à ce moment-là l'opinion publique n'accordait plus à ses forces armées la confiance exprimée lors de ce sondage.

M. IOAN MIRCEA PASCU. Roumanie

J'aimerais répondre aux véritables questions qui ont été posées, c'est-à-dire des commentaires concernant l'esprit de défense. D'après ma propre expérience, lorsqu'on souhaite une restructuration on maintient cet esprit ; il doit, me semble-t-il, guider la personne qui se trouve à ce poste à ce moment.

▪ *Obsession institutionnelle.*

Vous savez que celui qui a beaucoup à manger ne comprend qui crie famine. C'est difficile de poser la question de l'extérieur mais il faut tout de même voir que nous avons une Europe institutionnalisée et une Europe non institutionnalisée. L'article V ne nous couvre pas, il couvre seulement les membres des institutions et cela fait une énorme différence. L'idée est que nous aimerions quitter le moment où nous avançons dans la politique de grande puissance qui est la seule grandeur, pour passer à autre chose où cette politique de puissance aurait une forme plus bénigne, où nous aurions plutôt un consensus qu'une confrontation. Cela fait partie de notre motivation ou « obsession » si vous voulez, pour entrer dans ces institutions. Quelqu'un a mentionné les États-Unis, disant que les États-Unis avaient découvert que l'isolationnisme était passé de mode et qu'il fallait coopérer avec d'autres pour parvenir à quelque chose. Si vous prenez les années 90, vous verrez que dès le début, dès que les États-Unis ont été la seule superpuissance ils ont toujours agi en formant une coalition, pourquoi ? Parce qu'ils ne souhaitent pas porter seuls la responsabilité. Au début des années 90 on pouvait lire un article de Kissinger parlant de l'engagement en Somalie et également ailleurs, dans lequel il suggérait que chaque fois que ce serait possible les États-Unis devraient chercher à former une coalition et agir avec cette coalition. Aujourd'hui le paradoxe est que coalition il y a, mais l'action militaire est menée par les États-Unis et, disons d'une façon subsidiaire par la Grande-Bretagne, pourquoi ? D'abord parce que bien sûr ce sont les États-Unis qui ont été frappés, c'est une affaire américaine, c'est aux États-Unis de réagir et, deuxièmement, parce qu'en fait beaucoup ne jouent que des seconds rôles au niveau militaire. Nous assistons actuellement à une véritable course de différents pays qui cherchent à contribuer à quelque chose d'une façon ou d'une autre. Cela également devrait nous préoccuper. Parfois nous rejetons certaines choses au niveau commun mais pas au niveau individuel et en fait nous souhaitons apporter notre aide. Voilà donc un commentaire sur ce point.

Nous parlons de menaces, de risques ; théoriquement une alliance avait été créée pour répondre à une certaine menace et elle devait réagir lorsqu'il y avait un casus belli, donc il y avait une menace bien précise où l'Alliance devait être activée et qui était destinée précisément à cela. Dire qu'une guerre contre l'un de nous est une guerre contre tous, c'est la base de toute défense collective, ce principe est toujours valable. Mais que s'est-il passé ? Après la guerre froide, dans les années 90, nous sommes passés de la défense collective à la gestion de crise, de l'article V au non-article V. Vous vous souvenez très bien des missions de type non-article V, par exemple : êtes vous prêts, si vous voulez vous joindre à l'Alliance, à assumer des missions non-article V, êtes vous capables de faire cela, etc. Maintenant nous voilà de retour à l'article V et le problème est que nous avons un petit peu d'alliance traditionnelle, c'est-à-dire défense collective, et un petit peu de quelque chose que nous n'avons pas réalisé

complètement mais vers lequel nous nous dirigeons, c'est-à-dire une organisation de sécurité. En fin de compte, nous aurons une structure de sécurité fondée sur une alliance ; ce sera une sorte de mélange. On ne dira jamais que l'avenir de l'OTAN sera soit une alliance soit une organisation de sécurité, ce sera un petit peu des deux et c'est une contribution de la pratique à la théorie.

Un autre élément. Je pense que les forces armées ont beaucoup à faire dans tout ce qui a été abordé mais la question est de savoir quel est leur rôle dans la lutte antiterroristes. Vous savez que la défense devait être nationale et les doctrines, les forces spéciales, etc.. tout ceci est révisé de fond en comble aujourd'hui. Pour ce qui est de notre pays, nous faisons des efforts dans ce sens, avec d'autres, nous faisons exactement la même chose maintenant. Nous devons répondre à une question bien précise : est-ce qu'en dehors des forces armées nous sommes suffisamment équipés et prêts pour faire face à de telles situations ? En fonction de la réponse à cette question nous pourrions également analyser le rôle futur des forces armées.

▪ ***Quelle est la distinction entre sécurité interne et sécurité extérieure ?***

Cette distinction se brouille. Je crois qu'à l'avenir les crises devront faire face à différents aspects simultanément, comme aux États-Unis où il y avait une catastrophe plus une menace à la sécurité. C'est pour cela que le président a été mis dans un avion ; c'était une situation nouvelle à laquelle on a réagi avec les moyens de la guerre froide tout simplement parce qu'on n'était pas équipé.

En Roumanie, nous essayons de créer un système unitaire pour répondre aux crises ; un système qui couvrirait tous ces aspects susceptibles de se produire de façon simultanée et nous essayons de réunir toutes les institutions, y compris les forces armées.

▪ ***Que faisons nous pour nous assurer que l'opinion publique soit plus positive vis-à-vis des forces armées ?***

Tant qu'il n'y aura pas d'opinion publique européenne unique mais plutôt des facettes disons nationales par rapport à la défense, je crois que notre seule tâche est de faire en sorte que l'opinion publique agisse également en faveur de notre intégration au sein de l'Union européenne. Il y aura une dimension de défense à l'intégration et bien sûr il faudra traiter cet aspect. De quelle opinion publique parle-t-on ? Devrons nous nous coordonner avec l'opinion publique britannique ou avec l'opinion publique allemande ? C'est une question qui pour le moment n'a pas eu de réponse.

M. PIERRE BAYLE

Je voudrais revenir à la fois sur le « *money, money, money* » du sénateur Cappuzo, sur l'aspect budgétaire de M. Barsony et sur la question de notre ami August von KAGENEK sur l'industrie, qui n'est pas le sujet principal mais qui est tout de même lié, en ce sens que lorsqu'on parle de politique il faut parler des moyens. August, votre question était sur

▪ ***Les rivalités entre EADS et BAe par rapport au choix américain du JSF.***

Normalement BAe aurait dû épouser DASA pour former EADC mais il ne l'a pas fait parce qu'ils ont acheté Gec Marconi. DASA s'est alors retourné vers Aerospatiale Matra et Casa pour créer EADS mais EADS et BAe System aujourd'hui sont aussi européen l'un que l'autre. On ne peut donc pas dire que EADS est plus européen que BAe System, pourquoi ? Parce que ces groupes, comme Thales ou Finmeccanica, ont tous des intérêts croisés. Si l'on prend simplement EADS et BAe System, il y a des filiales communes qui sont Airbus dans les avions, Matra BAe Dynamics dans les missiles, Astrium dans l'espace ; ce sont des groupes qui ont parties liées. L'ensemble des groupes européens a créé un réseau tellement interconnecté qu'ils ne sont plus en guerre forcément mais en coopération et ce réseau va jusqu'au États-Unis. Si aujourd'hui Thales et Raytheon ont des liens privilégiés, l'ensemble des groupes européens ont des liens avec Boeing et Lockheed, qui nous permettent de dire qu'il n'y a pas plus de forteresse européenne que de forteresse américaine et que demain tout

le monde sera sur Joint Strike Fighter. Même si BAe a aujourd'hui une longueur d'avance, je suis prêt à prendre le pari que tous les Européens y seront. Je dis cela parce que lorsqu'on compare les programmes américains qui sont lancés et financés et que l'on regarde en face les grandes ambitions européennes avec de grands programmes fédérateurs comme Meteor ou l'avion de transport A-400 M qui devait justement donner la masse critique à l'OCCAR, on constate que la réalité est très triste, que les opinions ne sont pas mobilisées, que les gouvernements ne sont pas prêts à s'investir suffisamment. On attend une réunion le 15 novembre au Bundestag qui décidera ou non du financement de l'A-400 M. La cérémonie de l'OCCAR à Bonn sera une fête ou non en fonction de la décision sur l'A-400 M. Nous ne sommes plus dans le domaine institutionnel mais dans le domaine industriel et l'industrie européenne vit et vivra avec les programmes qui sont lancés. À défaut de budget de défense européen nous ferons de la coopération avec les Américains.

M. CLAUDE DEHOUCK

▪ *Questions sur les sondages.*

Je voudrais simplement dire que je suis d'accord avec l'intervenant qui affirmait qu'il n'y avait pas d'opinion européenne. Réfléchissant sur l'opinion publique française pour un colloque qui s'est tenu à Londres au mois de septembre, j'en avais déduit qu'il n'y avait pas d'opinion publique française. Vous disiez que l'on écoutait tous les mêmes journaux mais, en France en tout cas, il y a sept ou huit chaînes (dont TF1, France 2, M6) et il n'y a pas une opinion publique mais une opinion des publics. Tout à l'heure le Président Blanc faisait référence à l'évolution démographique, l'évolution sociologique et ceci est important car les jeunes sont un public particulier : pour eux aujourd'hui toutes les frontières éclatent. Il y a un mouvement très important d'émigration et quand un certain nombre de personnes se prévalent de leur origine ethnique, de leur identité religieuse ou se réclament de cela, il est évident que c'est un public particulier et qu'il faut le prendre comme tel. Je suis donc d'accord avec vous.

En revanche, je ne suis pas d'accord lorsque vous dites qu'à côté du Danemark ou de la Suède nous aurions pu mettre la Nouvelle Zélande car ce qui nous rassemble en Europe est, me semble-t-il, plus important que ce qui nous sépare. Je me souviens d'un excellent ministre de la défense qui, il y a quarante ans, expliquait que son rôle en particulier de ministre –c'était de la pédagogie– était de convaincre que le Marseillais devait intervenir s'il y avait une action de l'URSS à Hambourg, au coin nord de l'Allemagne. Aujourd'hui cette question ne se pose plus en Europe et j'espère qu'elle ne se pose plus pour aucun des quinze membres de l'Union européenne.

▪ *Est-ce que l'UEO détient les résultats du sondage et quand a-t-il été réalisé ?*

Je suis à peu près sûr qu'elle détient ce document mais, le cas échéant, je suis prêt à le remettre dès ce soir, à le commenter et à travailler avec vous, M. le Président et avec les membres de l'UEO mais je suis persuadé que tout le monde a déjà travaillé sur la question.

Ce sondage a été présenté lors d'un colloque organisé par M. Flahaut, Ministre de la défense belge, qui s'est tenu au cours du deuxième trimestre. Le sondage a été réalisé quelques mois plus tôt, c'est-à-dire entre le mois de novembre et le mois de janvier. C'est la raison pour laquelle je n'ai retenu, dans les transparents qui vous ont été présentés et dans les questions qui ont été débattues, que des sujets relativement éloignés de la conjoncture ; je n'ai pas parlé des menaces parce que je suis persuadé que le 11 septembre a modifié les choses.

J'en arrive à une proposition : peut-être l'Assemblée de l'UEO pourrait-elle approfondir certaines questions. Dès lors nous serions prêts à travailler, en coopération avec l'Assemblée, sur un nouveau sondage, car dans un sondage on pose des questions mais quelquefois on ne connaît pas les raisons des réponses (c'était justement l'autre

question que vous aviez posée). Là, on peut effectivement aller beaucoup plus loin et je pense que ces sondages, avec toutes les critiques inhérentes aux sondages, sont une photographie et les décideurs, les hommes politiques, ont parfois besoin de savoir ce que pensent leurs citoyens.

M. UMBERTO CAPPUZO

Je suis tout à fait d'accord avec le diagnostic qui a été posé par M. Manzella. Je pense que c'est une analyse particulièrement précise et pertinente qui illustre clairement la nature du problème auquel nous nous trouvons confrontés. Il y a eu tout simplement un changement de stratégie mais quand je parle de stratégie il ne s'agit pas seulement de comparer les stratégies ou d'analyser les nouveaux défis. **Ce qu'il faut retenir c'est le changement du rôle joué par les États-Unis et le rôle joué également par l'OTAN.** Ce sont là les points sur lesquels on s'interroge.

Nous avons parlé de géométrie variable ou de géométrie politique, je crois en effet que nous avons affaire à des coalitions qui sont mises en place et qui sont un petit peu en marge de toutes les structures que l'on connaissait. C'est une évolution tout à fait intéressante qui risque d'avoir une forte incidence sur l'avenir de l'Europe.

Il me semble tout à fait légitime de rappeler ici dans cette enceinte qu'il y a quelques jours seulement un manifeste a été lancé et signé par Giuliano Amato, M. Dehanes, M. Gonzales, Helmut Schmidt, Helmut Kohl, M. Da Silva du Portugal, sans oublier l'ancien président Mario Suarez ainsi que Jacques Delors (ancien président de la Commission européenne), Jacques Santer, Harold Jenckins, Sergio Dini et bien d'autres. Dans ce manifeste on trouve un message qui mérite d'être étudié de manière très attentive. Ce manifeste se termine d'ailleurs par une note un peu amère, en disant que l'Europe joue à la "Belle au bois dormant", il est grand temps qu'elle se réveille. Il faut que l'Europe sorte de sa léthargie, maintenant. L'Europe et la défense de l'Europe doivent faire l'objet d'une analyse, la finalité de sa défense doit être revue. Nous évoluons vers un rôle différent puisque le monde change, devient multipolaire et il faut que l'Europe assume sa charge et notamment prenne sur ses épaules une partie du fardeau assumé à l'heure actuelle par les États-Unis, qui exercent un pouvoir hégémonique expliquant la haine qui se déchaîne contre eux. Les terroristes ont choisi les tours du World Trade Center mais auraient pu parfaitement choisir une ou des tours en Europe et si des tours européennes avaient été attaquées nous nous serions naturellement tournés vers les États-Unis pour leur demander leur aide. C'est pourquoi je crois que l'heure est vraiment venue de s'interroger sur une défense européenne authentique, qui ne serait pas juste des paroles en l'air mais une philosophie qui déboucherait réellement sur une stabilité sur notre continent.

Nous pensons que les choses ont déjà avancé. Le centre stratégique de notre continent à l'avenir sera sans doute le Caucase. N'oublions pas non plus le problème des réserves de pétrole qui se trouvent dans le Caucase, l'ensemble du dossier énergétique est très sérieux. Il y a également la question de la conflagration entre les cultures, l'affrontement entre différents systèmes de valeurs ; c'est pourquoi nous devons être convaincus de l'opportunité de défendre nos valeurs, de défendre nos droits et de faire comprendre par d'autres que nous avons affaire à un problème de défense européenne. L'enjeu est d'avoir une défense européenne qui ne soit pas seulement inspirée par les États-Unis mais qui ait sa propre vigueur, son propre dynamisme car nous parlons d'une valeur partagée par l'humanité tout entière. C'est pourquoi je suis tout à fait d'accord avec l'orateur qui nous a dit qu'il ne fallait pas faire la distinction entre les aspects militaires et les aspects politiques, ce n'est pas là un distinguo fructueux.

Pour ma part, je suis un politique mais j'ai été également dans le domaine militaire et j'avais aussi mes idées quant aux tâches dévolues aux uns et aux autres. Il y a deux salles ici, la salle Médicis et la Salle Clemenceau. Je me réjouis que nous nous

réunissions ici, dans la salle Médicis, et non pas dans la salle au doux nom de Clemenceau car il ne faut pas laisser le soin des affaires du monde aux militaires, il ne faut pas non plus totalement s'en remettre aux politiques. Finalement, ce n'est pas une question de choix de l'un ou l'autre, c'est-à-dire se tourner vers le militaire ou vers le politique. Je crois que nous devons œuvrer vers la réalisation d'objectifs communs. Évidemment si l'on porte le regard vers les États-Unis on constate que c'est en effet un général qui conduit la guerre actuellement. Après les attentats du 11 septembre j'ai rédigé un article qui portait le titre « *Terreur de la guerre, vers la guerre de la terreur* ». Je crois que la question n'est pas de savoir s'il fallait s'engager dans un combat militaire, la vraie question était de savoir comment il fallait mener une action. Enfin, je ne vais pas entrer dans ce débat parce que c'est une situation extrêmement complexe ; nous avons affaire à un ennemi indéfinissable, insaisissable. On en revient à une question de géométrie confrontée à l'inconnu : si Ben Laden s'était caché en Suisse, qu'aurions nous fait ? Aurions nous bombardé la Suisse ? Désolé si je me permets une telle polémique mais je crois que la situation est particulièrement grave. On entend des choses à la télévision, des sursimplifications, des analyses de la situation résumant le tout à la recherche de Ben Laden, mais je crois que les choses sont beaucoup plus compliquées et j'espère que des résultats seront tangibles prochainement. Quoi qu'il en soit, il y a une dichotomie entre le militaire et le politique qui ne me semble pas la bienvenue. En effet, nous avons besoin d'un instrument ou d'une structure qui tienne compte des besoins stratégiques et militaires, mais je souligne une fois encore que l'Europe à l'heure actuelle n'a pas forgé de concept stratégique. C'est une réalité qui pourrait être surmontée. Sur le plan idéologique nous pouvons nous lancer dans une réflexion. L'aspect industriel échappe un petit peu à mes compétences donc je n'approfondirai pas, mais je pense que nous devons aller de l'avant avec une industrie européenne de la défense.

M. FRANCIS LE POITTEVIN

Europe de la Défense, EuroDéfense ; cela fait des années que les gouvernements européens pour commencer, les organisations européennes spécialisées ensuite, puis les organisations militantes comme nous, tournons un petit peu en rond et cela s'explique. Après l'embellie de Saint-Malo voilà que les Anglais retournent à leurs premières amours comme l'a dit August von Kagenek, ils ont leurs raisons, à cela près que l'on ne peut pas faire l'Europe de la défense avec eux, ni sans eux. La situation pourrait paraître bloquée. Seulement nous sommes à une époque où les jeux sont totalement ouverts, comme ils ne l'ont jamais été. En effet, nul ne peut dire que le centre du monde au XXI^e siècle sera le Pacifique : le Japon est en crise profonde et durable, la Chine réserve de grosses surprises, l'Indonésie sera peut-être en morceaux dans quelques années et la liste pourrait être longue dans le secteur. Quant à l'Amérique, elle marque le pas visiblement depuis l'été 2000 et le conflit actuel montre l'inadaptation entre les systèmes militaires et les formes actuelles de conflit. Donc une perte de puissance en perspective importante. Là-dessus l'Europe pourrait ressortir, et assez rapidement. Quand on fait une défense c'est pour quelque chose et contre quelqu'un ; cette question n'est pas abordée, pour des raisons peut-être d'interdits moraux. Le problème c'est la finalité. La finalité pourrait venir très rapidement. La question est de savoir si, avec ses problèmes de civilisations, Huntington a raison, partiellement raison, partiellement tort ou tout à fait tort. S'il a raison ou partiellement raison, l'Europe de la défense pourrait se faire très rapidement, sur un sentiment qui est celui de toujours : la peur. La peur entraîne une finalité. Souvenons-nous de Paul Henri Spaak au début des années cinquante s'adressant à la délégation soviétique : « *Je vais vous dire quelle est la base de notre politique, c'est la peur. La peur de vous, la peur de votre politique* ». Cela a entraîné l'OTAN. Le problème sera tout simplement la perception de conflits civilisationnels parce que **l'Europe de la défense** ce n'est pas comment défendre des territoires, des usines, des villes, **c'est tout simplement défendre des populations et un projet humain se heurtant à d'autres projets humains**. Parmi les opinions publiques il y a

les femmes et s'il y a conflit de civilisations il y a un conflit de civilisations par rapport au statut des femmes et c'est vital ; c'est un objet de conflit majeur pour le XXI^e siècle. Dans notre militantisme, dans nos arguments, dans notre stratégie future concernant le fondement des opinions publiques, nous pourrions réfléchir sur les femmes, leurs angoisses par rapport à certains modèles de civilisation qui les remettent gravement en cause. Cela peut arriver plus vite que prévu ; il y a l'Afghanistan mais n'oublions pas non plus le Londonistan.

M. LUIS MARIA DE PUIG

Si mes collègues de la tribune sont d'accord, je vais répondre et finaliser notre séance. M. Le Poittevin a suscité quelques éléments que j'allais commenter un petit peu.

Tout d'abord je voudrais vous rappeler un fait qui me semble historiquement indiscutable : la défense a toujours été définie selon la menace ou selon les risques. Cela n'a pas toujours été contre quelqu'un mais selon la menace et selon les risques. L'absence d'une conscience d'être menacé, ce qui au moins jusqu'au 11 septembre était une conscience assez répandue en Europe, rendait très difficile de faire passer l'idée de la nécessité d'investir en défense, la nécessité de la défense, de l'organisation militaire, etc. Dans certains de nos pays nous avons entrepris des démarches énormément importantes dans ce domaine. L'Amiral Lacoste a raison de dire que beaucoup de choses ont changé ; les idées, la conscience et la mentalité des gens ont changé aussi. "La patrie en danger", c'est un discours qu'il a été impossible de tenir pendant quarante ans parce qu'il n'y avait pas la conscience de ces dangers. Nous avons commencé à diminuer nos budgets et finalement presque tous les pays ont décidé la professionnalisation de nos forces armées parce que –je dois le dire pour le cas espagnol– l'opinion publique le voulait, les citoyens le demandaient. Cela n'a pas été un caprice, ni des militaires ni des hommes politiques ; pour eux il aurait peut-être été plus facile de continuer avec l'armée de conscription. Mais cela a été imposé par une opinion publique qui exerçait une pression telle que finalement les grands partis politiques comme les petits ont mis dans leurs programmes la professionnalisation parce que, techniquement aussi les armées, les stratégies, les scénarios, les possibilités de réponse à une attaque, tout a énormément changé. La mentalité a changé et aujourd'hui l'idée que l'on avait du service militaire comme un acte de patriotisme n'est pas quelque chose qui est sur la table. Je pourrais vous poser une question très délicate : où est allé le patriotisme, est-ce qu'il existe encore ? Je parle de l'idée de patriotisme lié à la défense, défendre la patrie d'une attaque, etc. Tout a énormément changé. Je ne sais pas si une attaque comme celle du 11 septembre dans chacun de nos pays aurait pu faire naître une sorte d'élan patriotique comme en Amérique. J'imagine que oui, que dans nos sociétés nous aurions réagi plus ou moins de cette façon. Mais en tout cas pendant des années cela n'existait pas. Maintenant tout a changé, les armées, la fonction de militaire. Dans nos budgets nationaux nous estimons devoir décider de l'investissement sur nos armées, toujours en pensant que ces armées vont participer ou bien à l'OTAN, ou bien avec des forces européennes ou sous le drapeau des Nations unies, à des missions complètement différentes de celles d'il y a trente ans. C'est un bouleversement total. Nous avons réagi face aux situations pendant des années, nous avons créé les Casques bleus, les uns et les autres, et nous nous sommes trouvés en Europe –qui l'aurait dit– avec des guerres ethniques, aux Balkans par exemple, et nous avons dû décider de faire des opérations et des actions militaires qui n'étaient pas exactement la défense ou l'attaque classiques inscrites dans toute notre histoire d'interposition, d'aide humanitaire, de présence frontalière, etc.

Donc nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation où il faut repenser la défense en tant que défense, la sécurité en tant que concept lié à celui de la défense bien qu'il en soit séparé et beaucoup plus politique et à partir du 11 septembre c'est encore plus ouvert. Il nous faudra définir le type de sécurité que nous voulons, comment nous souhaitons l'organiser et avec qui. Ce que l'on avait considéré jusqu'à

présent comme des crimes terroristes devient la guerre terroriste —vous voyez le jeu de mots. Nous avons tous entendu le Président Bush dire « *C'est la guerre* » ; ce n'est peut-être pas la guerre mais ce que nous faisons maintenant y ressemble énormément. Est-ce pour cela qu'il faut organiser et construire la défense ? Allons-nous séparer ou non l'idée de sécurité dans le cadre de sécurité interne d'un pays avec des implications pour les militaires ? C'est quelque chose que nous avons exclu par le passé, les militaires ne pouvant opérer que dans des situations catastrophiques. Mais je me souviens, à l'UEO lorsque nous avons envoyé les troupes et les policiers aux Balkans les militaires nous disaient qu'ils n'étaient pas là pour faire les policiers, « nous ne sommes pas des policiers, le militaire c'est différent ». Maintenant, dans le nouveau type de menaces, est-ce que la notion de sécurité et d'organisation de la sécurité va se lier aussi aux militaires ou pas ? Ce sont des questions énormément importantes. Quelqu'un d'entre nous pourrait-il dire comment va finir l'affaire de l'Afghanistan, quand et quelles réactions auront nos opinions publiques si l'actuelle situation se prolonge énormément et quel sera le suivi si on a M. Ben Laden ou si on ne l'a pas. Autour de la menace des armes biologiques ou chimiques, si les dangers qui sont aux mains des terroristes d'essayer de châtier nos sociétés s'avéraient réels, qu'est-ce que cela nous demanderait en termes de défense et de sécurité ? C'est vraiment une situation énormément difficile et dans ce cadre-là, si grave et si terrifiant, il faut aujourd'hui nous poser les questions de ce que pensent les Européens sur l'Europe de la défense. C'est un petit peu difficile parce qu'il n'y a pas une société européenne donc pas la possibilité de faire un sondage mais, malgré tout, si nous voulons savoir ce que pensent les Européens il faut le leur demander. Ils répondent et dans ces réponses il y a beaucoup de concordances.

L'Europe de la défense et l'Europe tout entière est une affaire difficile à réaliser et lorsqu'on évoque l'opinion publique et ses divergences il faut reconnaître qu'il y a énormément de différences entre nos gouvernements. Les journalistes allemands m'ont questionné sur l'attitude du Royaume-Uni vis-à-vis de ses engagements avec les Américains et avec les Européens dans les industries de la défense. Il y a deux démarches unilatérales qu'il faut accepter, qui existent et qui rendent peut-être plus difficile la construction de l'Europe. Dans un colloque qui s'est déroulé à Munich il y a quatre ans, l'Assemblée de l'UEO s'est prononcée en faveur de l'organisation de l'armement européen, de la création d'une agence de l'armement, nous sommes pour l'OCCAR, etc. mais en même temps nous nous sommes prononcés en faveur de la participation dans les entreprises américaines et dans des projets avec les Américains. Ce n'est donc pas tellement grave qu'un pays ait des projets européens plus ou moins liés aux projets américains ; dans les difficultés où nous nous trouvons d'organiser l'Europe c'est normal et peut-être inévitable.

Je vais terminer par deux choses. Nous avons cité Huntington. Pendant des années nous avons méprisé Huntington. Je crois qu'il faut le prendre au sérieux surtout en ce qu'il décrit comme réalité. On peut être d'accord ou non avec ses conclusions (surtout sur ses prophéties de l'avenir que je ne partage pas) mais attention, il y a là des choses qui se sont avérées ces derniers mois. Il y a un problème de religions, de civilisations, de groupes humains avec des mentalités différentes qui, si nous ne sommes pas assez prudents, pourrait exploser et nous porter à des situations plus difficiles.

Je vais faire une affirmation, chers amis, avec une certaine provocation si vous le permettez, mais j'ai envie de le dire depuis que nous avons commencé : **il faut tenir compte des opinions publiques mais les opinions publiques n'ont pas toujours raison**. Attention, je ne suis pas en mesure d'accepter ce que dit l'opinion publique, pas toujours. Quand je vois les sondages des télévisions américaines qui nous parlent de l'état d'esprit de l'opinion publique, je constate qu'on pourrait massacrer l'Afghanistan totalement avec l'accord de 90 % des Américains ! Je veux dire que les opinions publiques sont sensibles à la télévision, aux journaux, aux hommes politiques, aux "démagos" aussi — parfois des hommes politiques — et la mentalité objective des opinions publiques est parfois assez dangereuse. Notre effort, à nous les hommes

DEBAT

politiques et aux institutions comme les nôtres (EuroDéfense, Assemblée de l'UEO, UEO, Union européenne) est justement de nous efforcer d'expliquer les choses à l'opinion publique, de la former et de l'informer pour lui éviter –portée par des titulaires d'une certaine image à la télévision– de dériver à des états d'esprit absolument inacceptables. Je sais que mes propos sont un peu durs, beaucoup de monde et certains journalistes n'apprécient pas que les hommes politiques s'expriment ainsi, mais je l'ai dit. Merci.

Allocution de clôture

Madame Josette DURRIEU

*Sénateur,
Présidente de la Délégation
française à l'Assemblée de
l'UEO.*

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Je vais clôturer avec beaucoup de plaisir ces débats, que je n'ai entendus que partiellement et je le regrette.

Le Président Poncelet, Président du Sénat, devait clôturer lui-même ce colloque. Il est à Bucarest. Monsieur le Ministre de la Défense de Roumanie vous êtes là, voilà un échange de bons procédés. Je transmets les salutations du Président Poncelet et ses regrets.

Je suis ravie d'aborder ce sujet et je félicite les initiateurs de ce colloque sur ce thème, *Construire l'Europe de la défense avec le soutien des opinions publiques*. Je partage le point de vue provocateur de notre Président mais qui était en fait très raisonnablement fondé. Les opinions sont ce qu'elles sont, à un certain moment il faut faire l'état de l'opinion. Très souvent la loi s'adapte aux mœurs et il est vrai que très souvent les opinions évoluent au gré d'un certain nombre d'interventions, de stimulants qui ne sont pas forcément toujours les meilleurs.

L'opinion publique face à la défense européenne. En ce qui me concerne, j'aurai l'occasion de dire tout à l'heure —et c'est pour cela que ce sujet m'intéressait beaucoup— qu'en France (je ne connais pas les opinions publiques des autres pays mais celle de la France je crois la connaître), dans notre pays, dans mon pays, l'état dans lequel se trouve l'opinion publique aujourd'hui me semble tout à fait intéressant à exposer, parce qu'elle me paraît être en avance sur le débat politique. Cette question que vous avez posée est capitale puisque nous sommes confrontés à un double défi :

- ***un défi institutionnel.*** L'Europe est un géant économique, c'est un nain politique. L'Europe doit se faire et, dans les interventions que j'ai réussi à capter, je n'ai pas entendu dire une seule fois ici qu'**il faudra faire cette Europe politique**. Tant qu'on ne le dira pas vous m'expliquerez comment mettre en place au niveau de l'Europe une politique commune en matière d'affaires étrangères et de défense. Je commets peut-être une maladresse mais je pense qu'il ne faudra pas éternellement tourner autour du pot. Donc, défi institutionnel

d'abord. Là, je sais que je provoque, parce que la classe politique européenne je la connais : au niveau de l'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale il y a vingt huit pays membres à des degrés divers, au niveau du Conseil de l'Europe dans lequel nous siégeons aussi il y en a quarante trois. Je connais donc bien cette classe politique et les sensibilités des uns et des autres au niveau d'États différents, ayant une opinion publique à un état différent, c'est à prendre en compte aussi.

- **un défi de l'actualité.** Depuis le 11 septembre, qu'on le veuille ou non, l'Europe de la défense est à l'ordre du jour et je ne vois pas comment, au moment de la rencontre de Leaken en fin d'année, nous pourrions esquiver une nouvelle fois le sujet. Quelqu'un a dit tout à l'heure que le jeu était ouvert, oui, il est ouvert. Je crois que nous n'aurons pas le droit de fuir.

L'opinion publique, dans un pays comme le mien, j'ai envie de dire qu'elle adhère ; elle adhère spontanément, naturellement, aux concepts même vagues de défense européenne. Je défie un quelconque politique qui laboure le terrain comme nous le faisons de dire le contraire. L'opinion publique est même en avance sur ces questions. L'opinion publique a compris. Les gouvernements, les élus sont en deçà, ils sont prudents. La demande d'Europe, d'une Europe plus forte, de forces armées européennes est non seulement répandue mais elle va de soi. L'opinion publique adhère par nécessité, parce qu'elle aspire à un peu plus de sécurité et, M. Le Poittevin l'a dit tout à l'heure, elle a peur et parce qu'elle a peur elle sait vers où il faut se diriger.

Prévention et défense, lutte contre le terrorisme, maintien de la paix, aide humanitaire ; c'est une démarche de bon sens, encore une fois qui masque évidemment une peur collective qui anime tout le monde sans forcément s'exprimer. Alors, à nous de donner une forme, sa forme institutionnelle, à cette Europe de la défense qui répondrait aux graves défis actuels. Il n'y a pas de contradictions pour l'instant –pour l'instant du moins– dans cette opinion publique entre l'idée d'une Europe de la défense et l'Alliance atlantique. L'opinion publique sent bien, par nécessité, qu'il faut fonctionner encore avec les deux structures, qu'il faut superposer encore les deux actions, renforcer les deux démarches simultanément en attendant peut-être, à terme, une réelle autonomie de l'Europe à laquelle aspirent ceux qui sont européens, et les autres un peu moins.

Cette opinion publique sera d'autant plus engagée qu'elle sera éclairée, vous l'avez dit. Elle adhère spontanément mais elle a besoin d'explications, d'informations, d'assurances sur les moyens. Je sens les inquiétudes d'un certain nombre de pays amis : la Roumanie, la Hongrie, qui veulent entrer à l'Union européenne mais veulent surtout et d'abord rentrer à l'OTAN et ne se préoccupent pas de façon prioritaire de la défense européenne. En revanche, ils se préoccupent de leur sécurité et de leur défense au travers de ce qui est en place et qui les rassure parce qu'ils savent que là il y a des moyens.

J'ai envie de demander qui, dans l'opinion publique, dans la population, dans vos pays ou dans le mien, connaît les décisions de Nice ? Vous pensez que l'opinion publique sait que cette aptitude de se donner la capacité de projeter 60.000 hommes en deux mois et pour un an est en place ? Qui le sait ? L'opinion publique ne le sait pas. Je vous ai entendu poser la question : qui parle à l'opinion publique pour l'informer, parce que ce serait son droit le plus strict ? Les ministres, un peu ; les parlementaires (j'en suis), très peu. Dans mon pays comme dans les autres, partout je crois, les problèmes internationaux sont secondaires et disparaissent aussitôt derrière le problème immédiat, strictement quotidien, du citoyen. Les experts parlent-ils ? Ce n'est pas tellement leur rôle.

Les militaires ? L'armée par devoir est muette. La presse ? Oui, la presse. Voilà donc la réalité : on parle peu, ou très mal, à l'opinion publique. Déficit démocratique évident.

Le citoyen a du mérite et surtout du bon sens. L'opinion publique se fait une idée pour se rassurer et ressent la nécessité de la solidarité. La sécurité en Europe, la paix, la défense sont en train de devenir un bien commun ; vous l'évoquiez plus ou moins tout à l'heure, je le ressens aussi. Sans doute n'y a-t-il pas une convergence des opinions mais il y a néanmoins une convergence vers un certain nombre de problèmes que nous nous posons de la même façon et c'est en cela peut-être que nous sommes en train de progresser, mais nous sommes très loin d'un esprit de citoyenneté européen (nous avons organisé ici l'an dernier un colloque sur ce thème).

Vouloir forger un esprit de citoyenneté européen, vouloir parler de citoyenneté européenne : être citoyen européen, je n'ai pas entendu aborder ce problème. Nous avons dit tout à l'heure qu'il n'y avait pas de convergence des opinions. Mais comment allez-vous procéder pour les faire converger si vous ne posez pas le problème ainsi. J'ai envie de le poser, notamment à la jeunesse que vous avez évoquée, parce que c'est là que ça va commencer et dès lors c'est essentiel. Là, ce n'est plus spontané et seulement spontané. Vous savez aussi bien que moi que cela devient un acte conscient et volontaire, ça c'est autre chose et nous n'en sommes pas arrivés là parce que, à côté de ce déficit démocratique il me semble qu'il y a un grand déficit politique, que vous avez mentionné les uns et les autres.

Construire cette Europe, l'achever, la construire complètement, réellement, c'est vouloir, à un certain moment, faire une Europe politique sur ce qu'il y aura d'essentiel et ce sera suffisant. Mais encore faut-il oser le dire et le définir. Déficit politique, oui, partout, y compris ici dans mon pays. Beaucoup de prudence, beaucoup d'hésitations. En réalité se pose maintenant la délicate question, la seule, de la forme institutionnelle dans ce domaine par excellence de la souveraineté qu'est la défense, domaine de souveraineté ultime. Considérons que c'était une souveraineté majeure que de frapper une monnaie, c'est fait. Pour la justice, on avance. Pour la défense, que fait-on ? Domaine de souveraineté fondamentale puisque nul ne peut décider de l'envoi de soldats d'un État s'il n'est responsable directement devant les citoyens de cet État. Est-ce à dire que la politique européenne de sécurité et de défense doit demeurer strictement intergouvernementale et on ne ferait donc pas l'Europe ? Ou bien préférerait-on une participation des parlements nationaux, sous forme par exemple d'une assemblée ad hoc, en contrepartie de décisions nécessairement intergouvernementales ?

Les défis sont devant nous. Vous avez évoqué bien sûr les Balkans, le Caucase, l'Asie centrale et le terrorisme partout. Tout cela nous impose maintenant des réponses. Les Américains, vous l'avez dit, ont fait sentir à plusieurs reprises qu'ils ne voulaient pas jouer les gendarmes du monde, je ne sais pas à quoi ils sont prêts aujourd'hui. L'OTAN est une solution quand les États-Unis veulent participer, que fait-on s'ils refusent ?

Sur le plan des équipements, il faut une politique d'acquisition et de coopération multinationale européenne pour éviter la dispersion et les gaspillages actuels. Au-delà de ces regroupements industriels il faut aussi définir des besoins opérationnels communs, regrouper un maximum de pays sur des programmes majeurs, développer une recherche européenne financée en commun, s'orienter vers un budget de plus en plus européen pour l'indépendance de la défense européenne ou coopérer, comme vous l'avez dit M. Bayle, avec les Américains. Nos concitoyens sont prêts parce que c'est la seule garantie de sécurité et de paix durable et qu'ils ont compris que c'était à ce prix, mais ils doivent être

CLOTURE

étroitement associés à la mise en place de cette Europe de la défense et aux décisions. Dans ce domaine l'union entre les peuples et les États, la nation et l'État, la nation et l'armée, cette union est primordiale. Le socle de légitimité démocratique est une dimension essentielle. Le sommet de Laeken à la fin de l'année sera forcément un moment essentiel dans ce processus de construction de la politique européenne de sécurité et de défense, il le faut. Je pense que la confusion actuelle est grave, elle pourrait à un certain moment être dramatique.

C'était des impressions très personnelles.

M. LUIS MARIA DE PUIG

Mesdames, Messieurs,

Avant de passer au cocktail auquel nous invite Madame Durrieu, je voudrais la remercier, au nom de vous tous, pour l'accueil du Sénat pour notre conférence, en lui rendant la médaille de l'UEO.

Mme JOSETTE DURIEU

Je remercie infiniment le Président Luis Maria De Puig et je vous invite, au nom du Président Poncelet et de l'ensemble des parlementaires français de la Délégation, dans les Salons de Boffrand.